

PARTIE MATIÈRES

A

ACCESSOIRES DE TUBES ISOLATEURS POUR L'ELECTRICITE. — Voir DOUANES, 3.

ACCIDENTS DU TRAVAIL (Responsabilités des) (Loi du 9 avril 1898). — Projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (N° 390, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 39. — Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce [23 décembre], p. 2106.

ACCORD COMMERCIAL FRANCO-ALLEMAND (Avenant à l'). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'avenant à l'accord commercial franco-allemand du 17 août 1927, signé à Berlin le 28 décembre 1932. Renvoi à la Commission des affaires étrangères, N° 668 [19 décembre], p. 2002.

ACCORD FINANCIER ENTRE LA FRANCE ET LA PRINCIPAUTE DE MONACO. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ratification d'un accord financier conclu entre la France et la principauté de Monaco, (N° 299, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 39. — M. Marcel Plaisant dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères (N° 634) [5 décembre], p. 1880. — Discussion. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [14 décembre], p. 1935. — Promulgation: Loi du 30 décembre 1933 (J. O. du 31 décembre, p. 13158).

ACTES NOTARIES (Suppression de la légalisation pour les). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 28 de la loi du 25 ventôse an XI, afin d'obtenir la suppression de la formalité de la légalisation pour les actes notariés lorsqu'il doit en être fait usage en France ou aux colonies (N° 65, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 39. — M. Vallier dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport n° 581 [3 novembre], p.

1829. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble de la proposition de loi [7 décembre], p. 1902. — Promulgation: loi du 20 décembre 1933 (J. O. du 22 décembre, p. 12703).

ACTIONS A VOTE PLURAL. — Voir SOCIÉTÉS PAR ACTIONS.

ADMINISTRATEURS DE SOCIÉTÉS ANONYMES (Pénalités contre les). — Voir SOCIÉTÉS ANONYMES.

AGENTS DES DOUANES (Contrebande des tabacs). — Proposition de loi de M. François Milan tendant à étendre les pouvoirs des agents des douanes pour la répression de la contrebande des tabacs (N° 338, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 40. — Promulgation: loi du 17 décembre 1933 (J. O. du 20 décembre, p. 12606).

AGRICULTURE (Ministère de l') — (Direction de l'élevage). — Proposition de loi de M. Armbruster et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation d'une direction de l'élevage, au ministère de l'Agriculture (N° 449, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 40. — M. Armbruster dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, le rapport n° 669 [19 décembre], p. 2002.

ALES (Gard) (Taxes). — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la commune d'Alès (département du Gard), à établir diverses taxes en remplacement des crédits d'octroi supprimés. Renvoi à la Commission de l'administration, et, pour avis à la Commission des finances, N° 611 [24 novembre], p. 1866.

ALGERIE.

1 — **Fabrication du pain.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à prescrire, en Algérie, dans la fabrication du pain, un pourcentage obligatoire de farine entière de blé dur, N° 793 (année 1932). — Promulgation: Loi du 3 janvier 1933 (J. O. du 5 janvier, p. 170).

2 — **Budget de l'Exercice 1933 (Traitements des fonctionnaires).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 31 décembre 1932, autorisant la perception

des droits, produits et revenus applicables à l'Algérie pour l'Exercice 1933. Renvoyé à la Commission des finances, N° 681 [21 décembre], p. 2064. — M. Jules Hayaux dépose et lit le rapport, N° 714. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 décembre], p. 2107.

3 — **Budget de l'Exercice 1933 (Marché des blés).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 31 décembre 1932, autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables à l'Algérie pour l'Exercice 1933. Renvoyé à la Commission des finances, N° 682 [21 décembre], p. 2064. — M. Jules Hayaux dépose et lit le rapport, N° 710. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 décembre], p. 2107.

4 — **Budget de l'Exercice 1934.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'Exercice 1934. Renvoyé à la Commission des finances, N° 683 [21 décembre], p. 2064. — M. Jules Hayaux dépose le rapport, N° 687 [21 décembre], p. 2075. — Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Jules Hayaux, Rapporteur de la Commission des finances; Messimy et William Bertrand, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [23 décembre], p. 2108. — Promulgation: Loi du 30 décembre 1933 (J. O. du 31 décembre, p. 13158).

ALLEMAGNE. — Voir ARRANGEMENT ENTRE LA FRANCE ET L'... et ACCORD COMMERCIAL.

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Voir CODE DU TRAVAIL, 2.

ALLOCUTIONS. — Prononcées par: M. le Président, à l'occasion des décès de: M. Georges Leygues, Ministre de la Marine; M. Elby, Sénateur du Pas-de-Calais, et de M. Saurin, Sénateur du département d'Oran [17 octobre], p. 1796 et 1797. — M. le Président, à l'occasion des décès de M. Ferdinand Bougère, Sénateur de Maine-et-

Loire, de M. Janin, *Sénateur de la Mayenne*, et du Président Paul Painlevé [3 novembre], p. 1824. — M. le Président, à la mémoire du Docteur Roux, *Directeur de l'Institut Pasteur* [7 novembre], p. 1838. — M. le Président, à l'occasion du décès de M. Foucher, *Sénateur d'Indre-et-Loire* [18 décembre], p. 1967.

ALSACE ET LORRAINE (Art. 160 du Code des assurances sociales — Assurance des employés). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 160 du Code des assurances sociales, en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (N° 824, année 1931). Voir année 1932. — Promulgation: Loi du 1^{er} mars 1933 (*J. O.* du 9 mars, p. 2338).

ANCIENS COMBATTANTS (Congrès de Rabat). — Voir CRÉDITS, 2.

ANTILLES. — Voir RHUM et TRIBUNAUX MIXTES DE COMMERCE.

ARMÉE

1 — **Cadres des réserves (Loi du 8 janvier 1925).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 42 de la loi du 8 janvier 1925 sur l'organisation des cadres de réserves. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 587 [7 novembre], p. 1836. — M. le Général Bourgeois dépose, au nom de la Commission de l'armée, le rapport n° 656 [12 décembre], p. 1918. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [21 décembre], p. 2066. — Promulgation: Loi du 22 décembre 1933 (*J. O.* du 24 décembre, p. 12808).

2 — **Recrutement. — Articles 31 et 34 de la loi du 31 mars 1928.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des articles 31 et 34 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée (N° 508, année 1933), voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 41. — M. le Général Bourgeois dépose, au nom de la Commission de l'armée, le rapport n° 655 [12 décembre], p. 1918. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [21 décembre], p. 2065. — Promulgation: Loi du 22 décembre 1933 (*J. O.* du 24 décembre, p. 12808).

3 — **Organisation générale de l'.** — **Modification à la loi du 13 juillet 1927.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification à l'article 47 de la loi du 13 juillet 1927 sur l'organisation générale de l'armée. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 663 [18 décembre], p. 1980.

4 — **Cantiniers militaires.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant le statut des cantiniers militaires. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 576 [3 novembre], p. 1828.

ARMÉE DE L'AIR (Organisation générale de l'). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'organisation générale de l'armée de l'air. Renvoi à la Commission de l'air et, pour avis, à la Commission des finances, N° 607 [21 novembre], p. 1863. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'armée et à la Commission de la marine [5 décembre], p. 1880.

ARRANGEMENT ENTRE LA FRANCE, LA GRANDE-BRETAGNE ET L'EGYPTE (Condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation d'un arrangement entre la France, la Grande-Bretagne et l'Egypte, au sujet du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides en date des 1^{er} et 15 juin 1931 (N° 601, année 1932). — Promulgation: Loi du 7 janvier 1933 (*J. O.* du 12 janvier, p. 370).

ARRANGEMENT COMMERCIAL FRANCO-EGYPTIEN. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation d'un arrangement franco-egyptien conclu au Caire par échanges de lettres en date des 19 mars et 17 avril 1930 (N° 600, année 1932). — Promulgation: Loi du 26 janvier 1933 (*J. O.* du 29 janvier, p. 994).

ARRANGEMENT ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE (Echanges commerciaux concernant la Sarre). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation des échanges de lettres franco-allemands, signés le 30 juin 1930 et le 2 juillet 1932, portant additions et modifications à l'arrangement conclu entre la France et l'Allemagne, au sujet des échanges commerciaux du territoire du bassin de la Sarre avec le territoire douanier allemand, en date du 23 février 1928 (N° 389, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 42. — M. Ecard dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères, N° 597 [16 novembre], p. 1854. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Edouard Néron, rapporteur. Adoption de l'article unique du projet de loi [5 décembre], p. 1883. — Promulgation: Loi du 7 janvier 1934 (*J. O.* du 11 janvier, p. 274).

ASPHALTES. — Voir DOUANES, 9.

ASSISTANCE MEDICALE GRATUITE (Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de certaines dispositions concernant l'assistance médicale gratuite, et notamment de celles visant les tuberculeux. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 671 [19 décembre], p. 2020.

ASSURANCES SOCIALES (Espagne). — Voir CONVENTIONS, 3.

AVIATION MARITIME. — Voir INTERPELLATIONS, 13.

B

BAS ET CHAUSSETTES DE COTON ET DE SOIE ARTIFICIELLE. — Voir DOUANES, 20.

BAUX A FERME (Réduction des prix). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 8 avril 1933 autorisant, au profit du fermier, la réduction des prix des baux à ferme. Renvoi à la Commission de législation, N° 615 [2 décembre], p. 1874. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [5 décembre], p. 1880.

BAUX RURAUX (Revision des). — Proposition de loi de M. Veyssière et de plusieurs de ses collègues, ayant pour objet d'interpréter le paragraphe 9 de l'article 3 de la loi du 8 avril 1933 sur la revision des baux ruraux (N° 407, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 44. — M. Yves Tanguy dépose l'avis de la Commission de l'agriculture, N° 596 [14 novembre], p. 1842.

BENEFICES AGRICOLES (Evaluation forfaitaire). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant les coefficients applicables en 1934 pour l'évaluation forfaitaire des bénéfices agricoles en matière d'impôts sur les revenus. Renvoi à la Commission des finances, N° 697 [23 décembre], p. 2086. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport N° 716. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 décembre], p. 2118. — Promulgation: Loi du 23 décembre 1933. (*J. O.* du 24 décembre, p. 12807).

BEURRES. — Voir DOUANES, 18.

BILLETS DE FONDS (Souscripteurs de). — Voir FONDS DE COMMERCE.

BILLETS DE FONDS DE COMMERCE (Loi du 5 juillet 1933). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant les dispositions de la loi du 5 juillet 1933 sur le règlement des billets de fonds de commerce. Renvoi à la commission du commerce, N° 618 [2 décembre], p. 1874. — M. Caillier dépose le rapport N° 684. Renvoi, pour avis, à la Commission de législation [21 décembre], p. 2064 et 2075.

BITUMES. — Voir DOUANES, 9.

BLE.

1 — **Défense du marché du blé (Modification de la loi du 10 juillet 1933).** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Victor Boret tendant à modifier la loi du 10 juillet 1933 et à organiser et à défendre le marché du blé. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis, à la Commission du commerce, N° 571 [17 octobre], p. 1798.

2 — **Admission temporaire des blés.** — Dépôt d'une proposition de loi de M. Gaston Veyssière et plusieurs de ses collègues relative à la réglementation de l'admission temporaire des blés. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 616 [2 décembre], p. 1874. — Renvoi, pour avis, à la Commission des douanes [12 décembre], p. 1927.

3 — **Organisation du marché du blé.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'aménager certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1933 portant fixation d'un prix minimum pour le blé et tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé. Renvoi à la Commission de l'agriculture et, pour avis à la Commission des finances, N° 638 [7 décembre], p. 1896. — M. Marcel Donon dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, le rapport N° 642 [7 décembre], p. 1896. — M. Chauveau dépose l'avis de la Commission des finances, N° 648 [12 décembre], p. 1906. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Marcel Donon. Déclaration de l'urgence. Observations de MM. Gaston Carrère, *Président de*

la Commission de l'Agriculture, et Laudier. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*; Victor Boret, Borgeot, Cassez, Toy-Riont, Provost-Dumarchais, Beaumont et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Discussion des articles: Art. 1^{er}: Amendement de M. Victor Boret: MM. Victor Boret et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Amendement de MM. Victor Boret et Puis. M. Victor Boret. Retrait. Amendement de M. Provost-Dumarchais: MM. Provost-Dumarchais et Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*. Retrait. Amendement de M. Victor Boret: MM. Victor Boret, Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*; Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Veyssière, Fernand David, Eugène Millies-Lacroix et Yves Le Trocquer. Disjonction et renvoi de l'amendement à la Commission. Adoption de l'article 1^{er}. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [12 décembre], p. 1908. — Suite de la discussion. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Observations de MM. Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*, et le comte Louis de Blois. Art. 2 (modifications des alinéas 1^{er}, 2 et 4 de l'article 4 de la loi du 10 juillet 1933): MM. le comte de Blois, Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*; Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Veyssière, Abel Lefèvre et Betoulle. Amendements: 1^o de M. Victor Boret; 2^o de MM. Coucoureux, Beaumont, Monsservin et Renaudot; 3^o de MM. de Monti de Rezé et Pierrin: MM. Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*; Coucoureux et Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*. Adoption, après modifications, de l'amendement de M. Victor Boret. Adoption de l'alinéa 1^{er}. Amendement de M. Borgeot et de plusieurs de ses collègues: MM. Borgeot, Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*, et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait. Amendement de M. Borgeot et de plusieurs de ses collègues: MM. Borgeot, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Neuville et Cassez. Disjonction. Disjonction de l'alinéa 2. Alinéa 4: Amendement de M. Donon: MM. Marcel Donon et Maurice Viollette. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'alinéa 4 modifié. Adoption de l'ensemble de l'article 2 modifié. Article nouveau de M. Lancien et de plusieurs de ses collègues: MM. Lancien, Abel Lefèvre, Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*, et Queuille, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption de l'amendement modifié (devenant l'article 2 bis). Art. 3: MM. Chassaing, Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Beaumont et Henry Merlin, *Président de la Commission de l'Administration*. Adoption des trois premiers alinéas. 4^e alinéa: Amendement de MM. Victor Boret, Puis et Delthil. Non soutenu. Adoption de l'alinéa. Adoption des 5^e, 6^e et 7^e alinéas. Amendement de MM. Donon et Gaston Carrère: M. Marcel Donon. Adoption. Adoption des derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 3. Art. 4: Demande de suppression de l'article par M. de Monti de Rezé: MM. de Monti de Rezé, Cassez, Eugène Rouart, Patizel et Salmon. Rejet. Observation de M. Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*. Amendement de M. Cassez et plusieurs de ses collègues: MM. Mando, Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'Agriculture*; Cassez et Lugol. Adoption. Amendement de M. Patizel et de plusieurs de ses collègues: MM. Patizel et Marcel Donon, *Rapporteur de la*

Commission de l'Agriculture. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'article 4 modifié. Art. 5: Amendement de MM. Donon et Gaston Carrère: M. Marcel Donon. Adoption (devenant l'article 5). Article nouveau de M. Donon: M. Marcel Donon. Adoption (devenant l'article 5 bis). Art. 6: adoption des quatre premiers alinéas. Demande de suppression du 5^e alinéa par M. Gadaud: MM. Gadaud, Marcel Donon, *Rapporteur de la Commission de l'Agriculture*; Jacques Benoist, Patizel, Marcel Michel et Danécour. Rejet. Adoption du 5^e alinéa modifié. 6^e alinéa (nouvelle rédaction). Adoption. Adoption des 7^e et 8^e alinéas. 9^e alinéa. Amendement de M. Rolland: M. Rolland. Adoption. Adoption du 9^e alinéa modifié. Adoption des 10^e et 11^e alinéas et de l'ensemble de l'article 6. Art. 7 à 9: adoption. Sur l'ensemble: M. Mando. Adoption de l'ensemble du projet de loi [14 décembre], p. 1935. — Dépôt d'un projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'aménager certaines dispositions de la loi du 10 juillet 1933 portant fixation d'un prix minimum pour le blé et tendant à l'organisation et à la défense du marché du blé. Renvoi à la Commission de l'Agriculture et pour avis, à la Commission des finances, N° 674. Urgence déclarée [20 décembre], p. 2035. — M. Marcel Donon dépose et lit le rapport N° 686. Demande de discussion immédiate. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Queuille, *Ministre de l'Agriculture*; Leblanc, Hachette, Henri Laudier, Neuville, Beaumont, Hervey et Maurice Viollette. Discussion des articles modifiés par la Chambre. Art. 2: adoption. Art. 2 bis: M. Marcel Donon, *Rapporteur*. Adoption. Art. 4: adoption. Art. 6: M. Fernand David. Adoption. Art. 7: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [20 décembre], p. 2066. — Promulgation: Loi du 28 décembre 1933 (*J. O.* du 29 décembre, p. 13018; *Erratum: J. O.* du 30 décembre, p. 13094).

4 — Prix minimum du blé et excédent de la récolte de 1933. — Voir INTERPELLATIONS, 14.

5 — Produits dérivés du blé. — Voir DOUANES, 19.

BOIS COMMUNS. — Voir DOUANES, 17.

BOURBON L'ARCHAMBAULT. — Voir ÉTABLISSEMENT THERMAL DE.

BREVETS D'INVENTION. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés (N° 724, année 1931). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 47. — M. Eugène Rouart dépose l'avis de la Commission de l'Agriculture, n° 612 [24 novembre], p. 1868.

BRIGNOGAN (Commune de) (Finistère). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Plunéour-Trez (Finistère) la section de Brignogan pour l'ériger en commune distincte. Renvoi à la Commission de l'Administration (N° 690, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 47. — M. Coynaud dépose le rapport n° 692 [22 décembre], p. 2080. — Discussion. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [23 décembre], p. 2086.

BROSSERIE FRANÇAISE (Protection de la). — Voir DOUANES, 5.

BUDGET DU SENAT. — Voir SÉNAT.

BUREAUX. — Tirage au sort des bureaux [17 octobre], p. 1798. — Organisation des bureaux [24 octobre], *J. O.* du 25 octobre, p. 10922; [3 novembre], *J. O.* du 4 novembre, p. 11233.

C

CADASTRE (Réfection et tenue à jour du). — Voir PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE.

CAISSES D'ÉPARGNE (Emploi du boni des). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895, complétée par la loi du 31 décembre 1929, relatif à l'emploi du boni des caisses d'épargne (N° 251, année 1932). — Promulgation: Loi du 24 janvier 1933 (*J. O.* du 25 janvier, p. 819).

CAISSES DE COMPENSATION (Caoutchouc). — Voir DOUANES, 8.

CANDIDATS AUX CONCOURS PUBLICS SUPPRIMÉS EN 1933 (Limite d'âge des). — Voir CONCOURS PUBLICS.

CANTINIERS MILITAIRES (Statut des). — Voir ARMÉE, 4.

CAOUTCHOUC (Sauvegarde de la production du). — Voir DOUANES, 8.

CHAMBRES D'AGRICULTURE (Sessions). — Proposition de loi de M. Joseph Faure et de plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 27 de la loi du 3 janvier 1924 relative aux chambres d'agriculture en ce qui concerne l'époque de leurs sessions (N° 168, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 57. — M. Guillemot dépose, au nom de la Commission de l'Agriculture, le rapport n° 624 [2 décembre], p. 1874. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [15 décembre], p. 1959.

CHEMINS DE FER.

1 — Contrats de concession des réseaux secondaires d'intérêt général. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger, pour les réseaux secondaires d'intérêt général, la loi du 22 octobre 1919 relative à l'approbation des conventions modifiant temporairement les contrats de concession (N° 859, année 1932). — Promulgation: Loi du 11 janvier 1933 (*J. O.* du 13 janvier, p. 394).

2 — Régime provisoire des voies ferrées d'intérêt local. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger le régime provisoire des voies ferrées d'intérêt local et certaines dispositions financières relatives à ces voies ferrées (N° 860, année 1932). — Promulgation: Loi du 14 janvier 1933 (*J. O.* du 15 janvier, p. 451).

3 — Régime provisoire des voies ferrées d'intérêt local. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger le régime provisoire des voies ferrées d'intérêt local ainsi que certaines dispositions financières relatives à ces voies ferrées, et de maintenir la subvention de l'État dans le cas de leur remplacement par des services automobiles. Renvoi à la Commission des travaux publics et, pour avis, à la Commission des finances, N° 724 [23 décembre], p. 2129.

CHEMINS VICINAUX ET RURAUX. — Voir COMMUNES.

CHERBOURG (Port de). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'augmentation de la participation de l'Etat dans les travaux restant à achever ou à exécuter au port de Cherbourg et déclarés d'utilité publique par décrets des 22 novembre 1922 et 8 septembre 1930 (N° 562, année 1932). — Promulgation: Loi du 26 janvier 1933 (*J. O.* du 28 janvier, p. 914).

CHEVAUX ET MULETS DE L'ARMEE (Suppression de 10.000). — Voir INTERPELLATIONS, 8.

CHEVAUX, MULES ET MULETS (Guyane et Indochine). — Voir DOUANES, 12, 13.

CHIFFRE D'AFFAIRES (Impôt sur le). — Voir HUILES DE SCHISTE, DE TOURBES ET LIIGNITES, ETC.

CLERCS DES OFFICIERS PUBLICS ET MINISTERIELS (Repos du dimanche des). — Proposition de loi tendant à assurer le repos du dimanche aux clercs des officiers publics et ministériels (N° 87, année 1932). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 39 (*Adjudications mobilières*). — Promulgation: Loi du 22 novembre 1933 (*J. O.* du 24 novembre, p. 11766).

CODE CIVIL.

1 — **Art. 228 et 313 (Désaveu de paternité).** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 228 (alinéa 3) et 313 (alinéa 2) du Code civil (N° 491, année 1930). — Promulgation: Loi du 19 février 1933 (*J. O.* du 21 février, p. 1739).

2 — **Art. 177 et 178 (Oppositions au mariage).** — Proposition de loi de M. Valhier tendant à modifier les articles 177 et 178 du code civil relatifs à la mainlevée judiciaire des oppositions au mariage (N° 230, année 1930). — Promulgation: Loi du 15 mars 1933 (*J. O.* du 17 mars, p. 2690).

CODE PENAL.

1 — **Art. 378 (Secret des délibérations du jury).** — Projet de loi tendant à compléter l'article 378 du Code pénal et l'article 312 du Code d'instruction criminelle, N° 180. (Voir Table de 1928, p. 195, et année 1932). — Promulgation: Loi du 16 février 1933 (*J. O.* du 18 février, p. 1610).

2 — **Art. 340 (Bigamie).** — Proposition de loi de M. Louis Marlin tendant à modifier l'article 340 du Code pénal en vue de punir la bigamie de peines correctionnelles au lieu de peines criminelles (N° 52, année 1931). — Promulgation: Loi du 17 février 1933 (*J. O.* du 19 février, p. 1642).

CODE DU TRAVAIL.

1 — **Extension des pouvoirs des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à modifier et à compléter les dispositions du chapitre IV du titre II du Code du travail et de la loi du 25 mars 1928, et à étendre les pouvoirs des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs (N° 57, année 1930). — Promulgation: Loi du 3 juin 1933 (*J. O.* du 8 juin, p. 6006; *Erratum: J. O.* du 9 juin, p. 6054).

2 — **Travail de nuit des enfants et des femmes.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier la section II (enfants et femmes) du chapitre III (Travail de nuit) du titre I^{er} du livre II du Code du travail (N° 713, année 1929). Voir Table de 1933 (Session ordi-

naire), p. 59. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: Emile Bender, *Rapporteur*. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [14 novembre], p. 1842.

3 — **Allocations familiales.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 74 i du chapitre V, titre III, livre I^{er}, du Code du travail (allocations familiales). Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 676 [20 décembre], p. 2036.

COLIS POSTAUX. — Voir WAGONS-POSTE.

COLONIES.

1 — **Crédit mutuel et coopération agricoles.** — Dépôt, par MM. Tournan, Lancien, Le Moigne, Hachette et Marcel Michel, d'une proposition de loi tendant à l'application appropriée de la législation du crédit mutuel et de la coopération agricoles aux colonies, aux pays de protectorat et aux territoires africains placés sous mandat français. Renvoi à la Commission des colonies et, pour avis, à la Commission des Finances, N° 636 [5 décembre], p. 1892.

2 — **Extension à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion des dispositions de l'article 16 du décret-loi du 5 novembre 1926.** — Voir DÉCENTRALISATION ET DÉCONCENTRATION.

COMBATTANTS VOLONTAIRES DE LA GUERRE DE 1914-1918. — Voir LÉGION D'HONNEUR.

COMMISSAIRES AUX COMPTES. — Voir SOCIÉTÉS ANONYMES.

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DÉPARTEMENTALE ET COMMUNALE. — M. Henry de Jouvencel a été nommé membre en remplacement de M. Ferdinand Bougère, décédé [21 décembre], p. 1860.

COMMISSION DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DES POSTES. — MM. Georges de Grandmaison et Henry de Jouvencel ont été nommés membres en remplacement de MM. Ferdinand Bougère et Jamin, décédés [21 novembre], p. 1860.

COMMISSION DES COMPTES DEFINITIFS. — Voir RÉSOLUTIONS, 3.

COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT. — M. Borgeot a été nommé membre, en remplacement de M. Auguste Mounié, démissionnaire [21 novembre], p. 1860.

COMMISSION DES FINANCES chargée de l'examen du Budget de l'exercice 1934 (Nommée et constituée le 16 novembre 1933). — MM. Babaud-Lacroze, Henry Bérenger, Bienvenu-Martin, le comte de Blois, Alfred Brard, Joseph Caillaux, Edmond Cavillon, Charabot, Chauveau, Henry Chéron, Cuminal, Farjon, Manuel Fourcade, François-Saint-Maur, Jules Hayaux, Hervey, général Hirschauer, Lancien, Laudier, Pierre Laval, André Lebert, Albert Mahieu, Anatole Manceau, François Milan, André Morizet, Auguste Mounié, Léon Perrier, Jean Philip, Pierre-Robert, Marcel Régnier, Henri Roy, Emile Sari, Schrameck, Tournan, Jean Valadier, Guy de Wendel (*J. O.* du 16 novembre, p. 1854). — La Commission a nommé: *Président*: M. Joseph CAILLAUX; *Vice-Présidents*: MM. Léon PERRIER, Albert MAHIEU; *Secrétaires*: MM. François MILAN, FARJON; *Rapporteur général*: M. Marcel RÉGNIER; *Rapporteurs spéciaux*: *Finances*, M. Henri ROY, *Justice (Services*

judiciaires), M. Henry CHÉRON; *Justice (Services pénitentiaires)*, M. André LEBERT; *Affaires étrangères*, M. Henry BÉRENGER; *Intérieur*, M. SCHRAMECK; *Guerre et défense des territoires d'Outre-Mer*, M. Emile SARI; *Marine*, M. FARJON; *Air*, M. le Général HIRSCHAUER; *Education nationale, Education physique*, M. Jean PHILIP; *Beaux-Arts*, M. Manuel FOURCADE; *Enseignement technique*, M. CUMINAL; *Travaux publics, Personnel et frais généraux, Routes et ponts, Navigation, Ports maritimes*, M. François MILAN; *Travaux publics, Forces hydrauliques, Distribution d'énergie électrique et mines*, M. HERVEY; *Travaux publics, Chemins de fer*, M. Jean VALADIER; *Régions libérées*, M. André LEBERT; *Commerce et industrie*, M. TOURNAN; *Agriculture*, M. CHAUCHEAU; *Colonies*, M. LANCIEU; *Travail et Prévoyance sociale*, M. Edmond CAVILLON; *Pensions*, M. BABAUD-LACROZE; *Postes, télégraphes et téléphones*, M. PIERRE-ROBERT; *Marine marchande*, M. CHARABOT; *Santé publique*, M. Anatole MANCEAU; *Services d'Alsace et de Lorraine*, M. le Comte de BLOIS; *Budget annexe des Poudres et Salpêtres*, M. Guy de WENDEL; *Budget annexe des Monnaies et Médailles*, M. Auguste MOUNIÉ; *Budget annexe de l'Imprimerie nationale*, M. LAUDIER; *Budget annexe de la Légion d'honneur*, M. FRANÇOIS-SAINT-MAUR; *Budget annexe de l'Ecole centrale*, M. CUMINAL; *Budget annexe de la Caisse d'épargne*, M. PIERRE-ROBERT; *Algérie*, M. Jules HAYAUX (*J. O.* du 17 novembre, p. 11570).

COMMISSION DE L'HYGIENE, DE L'ASSISTANCE, DE L'ASSURANCE ET DE LA PREVOYANCE SOCIALES. — M. Turbat a été nommé membre en remplacement de M. Le Gorgeu [21 novembre], p. 1860.

COMMISSION DE LEGISLATION CIVILE ET CRIMINELLE. — M. Eugène PENANCIER a été nommé membre en remplacement de M. LISBONNE [21 novembre], p. 1860.

COMMISSION DE LA MARINE. — MM. FILHOL DE CAMAS, YVES TANGUY et DE LA GRANGE ont été nommés membres en remplacement de MM. LANCIEU, LE GORGEU et SAURIN [21 novembre], p. 1860.

COMMISSION DES DEPARTEMENTS LIBRES DE L'INVASION. — Voir RÉSOLUTIONS, 6.

COMMUNES.

1 — **Ressources pour l'entretien des chemins vicinaux et ruraux.** — Amendement de MM. Henry Chéron et Léon Perrier, article additionnel 31 *ter* (voies nationales) de la Loi de finances de 1933, transformé en proposition de loi. — M. Coucoureux dépose le rapport N° 664 [18 décembre], p. 1980.

2 — **Curage des cours d'eau non navigables.** — Voir COURS D'EAU.

COMMUNICATIONS. — Lettre de M. le Président du Conseil, Ministre de la Marine, demandant la convocation du Sénat pour le 3 novembre, en vue d'une communication du Gouvernement [3 novembre], p. 1823. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres au conseil supérieur du travail [14 novembre], p. 1842. — Lettre de M. le Président du Conseil demandant la convocation du Sénat pour le 2 décembre [2 décembre], p. 1871. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à l'élection de deux membres du conseil supérieur du travail. Fixation ultérieure de la date de l'élection [14 décembre], p. 1934.

COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT. — M. Albert Dalimier, *Garde des Sceaux*,

Ministre de la Justice, donne lecture d'une communication du Gouvernement (Déclaration ministérielle), N° 573 [3 novembre], p. 1825. — M. Raynaldy, *Garde des Sceaux*, *Ministre de la Justice*, donne lecture de la déclaration ministérielle, N° 613 [2 décembre], p. 1871.

CONCESSIONS DE GAZ ET D'ELECTRICITE. — Voir STATUT DU PERSONNEL.

CONCOURS PUBLICS SUPPRIMÉS EN 1933 (Limite d'âge des candidats). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à reculer la limite d'âge opposée aux candidats qui n'ont pu se présenter aux concours publics supprimés en 1933. Renvoi à la Commission de l'administration, n° 677 [20 décembre], p. 2036.

CONGRES DE RABAT (Anciens Combattants). — Voir CRÉDITS, 2.

CONSEIL D'ETAT STATUANT AU CONTEN-TIEUX (Organisation du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du décret du 30 décembre 1926 modifiant l'organisation du conseil d'Etat statuant au contentieux (N° 122, année 1927). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 63. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 novembre], p. 1837. — Promulgation: Loi du 21 novembre 1933 (*J. O.* du 22 novembre, p. 11686).

CONSEIL DES MUSEES NATIONAUX (Modification à la composition du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la composition du conseil des musées nationaux (N° 496, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 63. — M. Savignol dépose, au nom de la Commission de l'enseignement, le rapport n° 623 [2 décembre], p. 1874. — 1^{re} délibération. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Savignol, *Rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 décembre], p. 1958.

CONSEIL SUPERIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur le conseil supérieur de l'instruction publique (N° 767, année 1931) [Voir année 1932]. — M. Georges Portmann dépose un deuxième rapport, N° 585 [3 novembre], p. 1829. — Renvoi pour avis à la Commission des finances [2 décembre], p. 1874. — 1^{re} délibération. Avis de la Commission des finances, par M. Jean Philip, N° 644. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Georges Portmann, *Rapporteur de la Commission de l'enseignement*. Art. 1^{er}: Amendements de M. François-Saint-Maur: non soutenus. Adoption de l'article. Art. 2 et 3: adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [7 décembre], p. 1896. — Promulgation: Loi du 18 décembre 1933 (*J. O.* du 19 décembre, p. 12558; *Erratum: J. O.* du 22 décembre, p. 12703).

CONSEIL SUPERIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Dépôt d'un projet de loi relatif aux attributions de la section permanente du conseil supérieur de l'instruction publique. Renvoi à la Commission de l'enseignement, N° 662 [18 décembre], p. 1968.

CONSEIL SUPERIEUR DU TRAVAIL. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres au conseil su-

périeur du travail. Fixation ultérieure de la date de l'élection [14 novembre], p. 1842. — Résultat du scrutin: M. DAMECOUR, élu [24 novembre], p. 1868. — Lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à l'élection de deux membres au conseil supérieur du travail. Fixation ultérieure de la date de l'élection [14 décembre], p. 1934. — Résultat du scrutin: MM. Justin GODART et Louis SERRE, élus [21 décembre], p. 2075.

CONSERVES D'ASPERGES. — Voir DOUANES, 1.

CONSERVES DE POISSONS (Importation). — Voir DOUANES, 11.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — Voir IMPOSITIONS DÉPARTEMENTALES.

CONVENTIONS.

1 — **Convention internationale du 10 avril 1926 (Privilèges et hypothèques maritimes).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention internationale pour l'unification de certaines règles relatives aux privilèges et hypothèques maritimes, signée à Bruxelles le 10 avril 1926 (N° 70, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 63. — M. Marcel Plaisant dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, le rapport n° 586 [3 novembre], p. 1829.

2 — **Convention internationale du 25 août 1924 (Responsabilité du propriétaire du navire).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention internationale sur la responsabilité du propriétaire du navire, signée à Bruxelles le 25 août 1924 (N° 71, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 63. — M. Marcel Plaisant dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, le rapport n° 579 [3 novembre], p. 1829.

3 — **Convention du 2 novembre 1932 entre la France et l'Espagne (Assurances sociales).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue le 2 novembre 1932, entre la France et l'Espagne sur les assurances sociales (N° 462, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 64. — M. Jourdain, dépose au nom de la Commission des affaires étrangères, le rapport n° 622 [2 décembre], p. 1874. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 décembre], p. 1935. — Promulgation: Loi du 26 décembre 1933 (*J. O.* des 25, 26 et 27 décembre, p. 12870).

4 — **Convention entre la France et le Luxembourg (Service des douanes à la gare de Mondorf).** — Voir DOUANES, 7.

5 — **Convention internationale de Mannheim du 17 octobre 1868 (Tribunaux français pour la navigation du Rhin).** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'application de la convention internationale de Mannheim du 17 octobre 1868 et ayant pour objet de réduire le nombre des tribunaux français pour la navigation du Rhin. Renvoi à la Commission des Affaires étrangères, N° 712 [23 décembre], p. 2112.

COOPERATION AGRICOLE. — Voir COLONIES.

COURS D'EAU NON NAVIGABLES (Curage). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés autorisant les communes à exécuter le curage et l'amélioration des cours d'eau non navigables ni

flottables situés sur leur territoire. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 566 [7 novembre], p. 1836.

CREDIT MUTUEL AGRICOLE. — Voir COLONIES.

CRÉDITS.

1 — **Régularisation de crédits ouverts au titre de l'exercice 1933.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant régularisation de crédits ouverts par décrets au titre de l'exercice 1933. Renvoi à la Commission des finances, N° 665 [18 décembre], p. 1980.

2 — **Crédit de 400.000 fr. (Congrès de Rabat. — Anciens combattants).** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de quatre cent mille francs destiné à subventionner la section nationale française de la Fédération interalliée des anciens combattants en vue de l'organisation du 14^e congrès de cette fédération qui doit se tenir à Rabat en 1933 (N° 519, année 1933). Voir table de 1933 (Session ordinaire), p. 65. — M. Henry Bérenger dépose le rapport N° 691 [22 décembre], p. 2080. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [23 décembre], p. 2129.

3 — **Crédits provisoires applicables aux mois de janvier et février 1934.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant: 1^o ouverture sur l'exercice 1934, de crédits provisoires applicables aux mois de janvier et de février 1934; 2^o autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics. Renvoi à la Commission des finances, N° 696 [23 décembre], p. 2086. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport N° 719. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: MM. Henry Chéron, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Abel Lefèvre, Georges Bonnet, *Ministre des Finances*, et Henry Merlin. Art. 1^{er} à 31: adoption. Art. 32: MM. Auguste Mounié, Georges Bonnet, *Ministre des Finances*. Adoption. Art. 33 à 37: adoption. Sur l'ensemble: MM. Henry Bérenger, Paul-Boncour, *Ministre des Affaires étrangères*, et Marcel Plaisant. Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 décembre], p. 2121. — Promulgation: Loi du 23 décembre 1933 (*J. O.* du 24 décembre, p. 12776; *Errata: J. O.* du 28 décembre, p. 12918).

4 — **Composition du Gouvernement.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1933, en conséquence de modifications apportées à la composition du Gouvernement. Renvoi à la Commission des finances, N° 715 [23 décembre], p. 2118. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport n° 723. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [23 décembre], p. 2132. — Promulgation: Loi du 28 décembre 1933 (*J. O.* du 29 décembre, p. 13014).

5 — **Crédits d'étude pour l'Exposition de 1937.** — Voir EXPOSITION...

D

DECENTRALISATION ET DECONCENTRATION (Extension à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion de l'article 16 du décret-loi du 5 novembre 1926). — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre à la Martinique, à la Guadeloupe et dépendances et à la Réunion les dispositions de l'article 16 du décret-loi de décentralisation et de déconcentration du 5 novembre 1926. Renvoi à la Commission des colonies, N° 608 [24 novembre], p. 1867.

DENREES ALIMENTAIRES STOCKEES (Déclaration des). — Voir ENTREPÔTS FRIGORIFIQUES.

DETTE FLOTTANTE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser des opérations de consolidation de la dette à moyen terme et de la dette flottante. Renvoi à la Commission des finances, N° 704 [23 décembre], p. 2097. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport n° 717. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Article unique: M. Georges Bonnet, *Ministre des Finances*. Adoption [23 décembre], p. 2119. — Promulgation: Loi du 23 décembre 1933 (*J. O.* du 24 décembre, p. 12807).

DIRECTEURS ET ADMINISTRATEURS DE SOCIÉTÉS (Responsabilité des). — Voir SOCIÉTÉS FAISANT APPEL À L'ÉPARGNE.

DOMAINE COMMUNAL (Dévolution du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglant la dévolution du domaine communal en cas de suppression de commune à la suite du rachat de son territoire par l'Etat, en exécution de l'article 46 de la loi du 17 avril 1919 (N° 406, année 1932). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 69. — M. Lecourtier dépose l'avis de la Commission des départements libérés de l'invasion n° 708 [23 décembre], p. 2107.

DOMAINE FORESTIER (Protection du). — Voir INTERPELLATIONS, 2.

DOUANES.

1 — **Conserves d'asperges.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, tendant à augmenter les droits de douane sur les conserves d'asperges. Renvoi à la Commission des douanes. Urgence déclarée, N° 567 [17 octobre], p. 1797. — M. Victor Lourties dépose le rapport N° 592 [7 novembre], p. 1838. — Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [16 novembre], p. 1856. — Promulgation: Loi du 13 décembre 1933 (*J. O.* du 15 décembre, p. 12438).

2 — **Sabots.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à relever le droit de douane sur les sabots (N° 445, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 84 (*Sabots*). — M. Edouard Néron dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 58 [3 novembre], p. 1829. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un

commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Lefas. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [21 novembre], p. 1860. — Promulgation: Loi du 19 décembre 1933 (*J. O.* du 23 décembre, p. 12734).

3 — **Accessoires de tubes isolateurs pour l'électricité.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la modification des droits de douane en ce qui concerne les accessoires de tubes isolateurs pour l'électricité (N° 349, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 70. — M. Eugène Chanal dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 584 [3 novembre], p. 1829.

4 — **Thé.** — Dépôt d'un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les droits de douane applicables au thé. Renvoi à la Commission des douanes, N° 589 [7 novembre], p. 1837. — Renvoi pour avis à la Commission des colonies [15 décembre], p. 1957.

5 — **Brosserie française (Modification des articles 644 et 644 bis du tarif douanier).** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à protéger la brosserie française par un ajustement des tarifs douaniers correspondant aux mesures prises à l'étranger. Renvoi à la Commission des douanes, N° 599 [21 novembre], p. 1860. — M. Néron dépose le rapport n° 652 [12 décembre], p. 1906. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la proposition de loi. *Nouvel intitulé: « Proposition de loi tendant à modifier les articles 644 et 644 bis du tarif douanier. »* [22 décembre], p. 2080.

6 — **Figues.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les droits de douane sur les figues. Renvoi à la Commission des douanes, N° 600 [21 novembre], p. 1860.

7 — **Convention réglant le service des douanes à la gare internationale de Mondorf.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention réglant le service des douanes à la gare internationale de Mondorf, signée à Paris le 30 janvier 1929 entre la France et le Luxembourg (N° 398, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 71. — M. Eccard dépose, au nom de la Commission des affaires étrangères, le rapport n° 604 [21 novembre], p. 1860. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [12 décembre], p. 1907.

8 — **Caoutchouc, Produits coloniaux.** — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant l'article 8 de la loi du 31 mars 1931 tendant: 1° à créer des caisses de compensation en vue d'assurer la sauvegarde de la production du caoutchouc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français; 2° à établir une taxe spéciale sur certains produits coloniaux français et étrangers. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères, n° 609 [24 novembre], p. 1868. — M. Jean Bose dépose le rapport n° 657 [12 décembre], p. 1918.

9 — **Graisses de suint, bitumes et asphaltes; graisses industrielles.** — Dépôt d'un projet de loi tendant à apporter certaines

modifications au tarif douanier en ce qui concerne les graisses de suint, les bitumes et asphaltes et les graisses industrielles. Renvoi à la Commission des douanes, N° 619 [2 décembre], p. 1874.

10 — **Produits de charcuterie.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier le décret du 7 juillet 1932 modifiant les droits de douane applicables à certains produits de charcuterie (N° 459, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 71. — M. Beaumont dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport n° 629 [2 décembre], p. 1875. — 1^{re} délibération. Adoption de l'article unique du projet de loi [15 décembre], p. 1958.

11 — **Conserves de poissons. Importations.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'approbation du décret du 20 septembre 1932 rapportant les dispositions du décret du 9 décembre 1931 en ce qui concerne les importations de certaines conserves de poissons. Renvoi à la Commission des douanes, N° 639 [7 décembre], p. 1896.

12 — **Indochine. Chevaux et juments, mules, muets et baudets étalons.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 25 février 1933 rejetant la délibération de la Commission permanente du Conseil de gouvernement de l'Indochine, en date du 31 octobre 1932, demandant, par dérogation à la loi du 13 juillet 1932, le maintien des droits actuels du tarif spécial des douanes de la colonie sur les chevaux (entiers ou hongres) et juments, mules et muets et baudets étalons. Renvoi à la Commission des douanes, N° 649 [12 décembre], p. 1906.

13 — **Guyane. Chevaux, mules et muets.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 25 février 1933 rejetant la délibération de la Commission permanente du Conseil général de la Guyane, en date du 27 octobre 1932, demandant, par dérogation à la loi du 13 juillet 1932, le maintien des droits actuels du tarif spécial des douanes de la colonie sur les chevaux, mules et muets. Renvoi à la Commission des douanes, N° 650 [12 décembre], p. 1906.

14 — **Tissus. Admission temporaire.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification du régime de l'admission temporaire des tissus. Renvoi à la Commission des douanes, N° 667 [19 décembre], p. 1992.

15 — **Oxydes de cobalt.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à fixer la situation tarifaire des oxydes de cobalt. Renvoi à la Commission des douanes, N° 672 [15 décembre], p. 2020.

16 — **Fruits et graines oléagineux, matières grasses et leurs dérivés.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 6 août 1933 portant tarification des fruits et graines oléagineux, des matières grasses et de leurs dérivés. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission du commerce et à la Commission des colonies, N° 680 [20 décembre], p. 2036.

17 — **Bois communs.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ratifiant le décret du 26 mars 1932 qui a relevé les droits de douane sur certaines catégories de bois communs. Renvoi à la Commission des douanes, N° 698 [23 décembre], p. 2086.

18 — **Beurres.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier les décrets du 27 septembre 1932 et du 16 février 1933 portant relèvement des droits de douane sur les beurres (N° 495, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 71. — M. Beaumont dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 706 [23 décembre], p. 2107.

19 — **Produits dérivés du blé ou des produits féculents.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant modification des droits de douane sur des produits dérivés du blé ou des produits féculents (N° 478, année 1932). — M. Beaumont dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport N° 707, urgence déclarée [23 décembre], p. 2107.

20 — **Bas et chaussettes de coton et de soie artificielle. Importation.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ratifiant le décret du 1^{er} avril 1932 qui a réglementé l'importation des bas et chaussettes de coton et de soie artificielle. Renvoi à la Commission des douanes, N° 709 [23 décembre], p. 2107.

DROITS D'ENTREE DANS LES SERVICES DU MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE. — Voir MUSEUM.

DROITS DE QUAI (Huiles de pétroles brutes). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant classement des huiles de pétroles brutes dans la dernière des deux catégories de marchandises visées par l'article 6 de la loi du 28 mars 1928 sur les droits de quai. Renvoi à la Commission des finances, N° 666 [19 décembre], p. 1991. — M. Tourman dépose et lit le rapport, N° 727. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 décembre], p. 2134.

E

ECHANGE DE TERRAINS ENTRE L'ETAT ET LA COMMUNE DE LEGE (Gironde). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains entre l'Etat et la commune de Lège (Gironde) (N° 501, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 71. — M. Laboulbène dépose, au nom de la Commission de l'Administration, le rapport N° 603 [21 novembre], p. 1860. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [7 décembre], p. 1896. — M. Schrameck dépose l'avis N° 693 [22 décembre], p. 2080. 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 décembre], p. 2086.

ECONOMIES BUDGETAIRES. — Voir RÉ-SOLUTIONS, 5.

ELEVAGE (Création d'une direction de P'). — Voir AGRICULTURE (MINISTÈRE DE L').

ELECTIONS. — M. Cuminal dépose et lit le rapport sur les opérations électorales du département des Alpes-Maritimes. Admission de M. GIANOTTI [24 octobre], p. 1820. — M. Savignol dépose et lit le rapport sur les opérations électorales du département de la Vendée. Admission de M. Louis RAMBAUD [3 novembre], p. 1828. — M. Paul Pelisse dépose et lit le rapport

sur les opérations électorales du département du Pas-de-Calais. Admission de M. SALMON [7 novembre], p. 1836.

EMPLOIS RESERVES (Droit de préférence aux victimes de la guerre). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, prorogeant le délai d'application du droit de préférence, accordé par la loi du 30 janvier 1923 aux victimes de la guerre, pour l'obtention des emplois réservés (N° 540, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 72. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [24 octobre], p. 1819. — M. Lancien dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport N° 705, urgence déclarée [23 décembre], p. 2107.

ENTREPOTS FRIGORIFIQUES ET DENREES ALIMENTAIRES STOCKEES. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à assurer le contrôle de l'existence des entrepôts frigorifiques et la déclaration des denrées alimentaires stockées (N° 424, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 73. — M. Neuville dépose, au nom de la Commission de l'agriculture, le rapport N° 625 [2 décembre], p. 1874.

EQUILIBRE BUDGETAIRE (Rétablissement de P'). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire. Renvoi à la Commission des finances, N° 646 [12 décembre], p. 1906. — M. Marcel Régner dépose, au nom de la Commission des finances, le rapport n° 647 [12 décembre], p. 1906. — M. Marcel Régner demande l'insertion de son rapport au *Journal officiel*. Déclaration de l'urgence. Discussion fixée au lundi 18 décembre. Insertion du rapport au *Journal officiel* ordonnée [15 décembre], p. 1958. — Discussion. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: MM. Marcel Régner, *Rapporteur général de la Commission des finances*; René Héry, Henry Lémery, Georges Bonnet, *Ministre des finances*; Marchandeaup, *Ministre du Budget*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Vote du passage à la discussion des articles [18 décembre], p. 1968. — Discussion. Discussion des articles: Art. 1^{er} (*Carte fiscale*): adoption. Art. 2 (*Carte fiscale. Coupons*): adoption. Art. 3 (*Carte fiscale. Pénalités*): adoption. Art. 3 bis (*Professions non commerciales*). Demande de disjonction de l'article par MM. Bérard, Fourcade, Merlin et Caillier; M. Léon Bérard. Retrait. Observations de MM. Manuel Fourcade et Marchandeaup, *Ministre du Budget*. Adoption des trois premiers alinéas. 4^e alinéa: Amendement de M. Gallet et plusieurs de ses collègues: MM. Gallet et Marcel Régner, *Rapporteur général de la Commission des finances*. Rejet, au scrutin. Adoption de l'alinéa et de l'ensemble de l'article 3 bis. Art. 4 (*Signes extérieurs*): Amendement de M. Gasnier-Duparc: M. Gasnier-Duparc. Disjonction et renvoi à la Commission des finances. Adoption de l'article 4. Art. 4 A (*Contrôle. Commission de taxation*): adoption. Art. 4 bis (*Amnistic fiscale*): Amendement de M. Lancien: MM. Lancien, Marcel Régner, *Rapporteur général*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Retrait. Observations de MM. Louis de Blois et Marchandeaup, *Ministre du Budget*. Adoption de l'article 4 bis modifié. Art. 5 (*Réforme administrative*): adoption. Art. 5 bis (*Commission d'études fiscales*): adoption. Observations de M. Joseph Cail-

laux, *Président de la Commission des finances*. Renvoi, à la séance de l'après-midi, de la discussion des articles 6 et 6 bis. Art. 7 (*Revision des indemnités*): MM. Mauger, Georges Bonnet, *Ministre des Finances*; James Hennessy et Marchandeaup, *Ministre du Budget*. Adoption. Art. 8 (*Etablissements de l'Etat. Suppression d'autonomie*): Amendement de M. Hervey: M. Hervey. Adoption. Adoption de l'article modifié. Art. 8 bis (*Reversement. Caisse de garantie*): adoption. Art. 8 ter (*Assurés sociaux agricoles*): adoption. Art. 8 quater (*Soutiens de famille*): adoption. Art. 8 quinquies (*Adjudication des travaux subventionnés*): MM. Chassaing et Marchandeaup, *Ministre du Budget*. Adoption. Art. 9 (*Loterie. Reconduction*): MM. Paul Strauss et Marchandeaup, *Ministre du Budget*. Amendement de M. Rio et plusieurs de ses collègues: MM. Rio, Marcel Régner, *Rapporteur général*; Le Bail, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Hervey. Retrait. Observation de M. Marchandeaup, *Ministre du Budget*. Renvoi de l'article à la Commission des finances. Art. 9 bis (*Loterie. Pénalités*): adoption. Art. 10 de la Chambre des Députés (*Monnaies métalliques*): Amendement de M. Armbruster: MM. Armbruster et Georges Bonnet, *Ministre des Finances*. Rejet. Rejet de l'article. Art. 11 (*Revision des marchés de guerre. Emprunts or*): M. Charles Dumont. Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: Amendement de M. Charles Dumont: adoption (devenant le 2^e alinéa). 3^e alinéa: Amendement de M. Charles Dumont: adoption (devenant le 3^e alinéa). Adoption des 4^e et 5^e alinéas. 6^e alinéa: Amendement de M. Charles Dumont: adoption. Adoption de l'alinéa modifié. Adoption de l'ensemble de l'article 11 modifié. — Suite de la discussion. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Suite de la discussion des articles: Art. 6 (*Prélèvement sur les traitements*): M. Henry Merlin. Amendements: 1^{er} de M. Tissier et de plusieurs de ses collègues; 2^e de M. Manceau: MM. Louis Tissier, Anatole Manceau, Paul Laffont, Henry de Jouvenel, Manuel Fourcade, Camille Chautemps, *Président du Conseil, ministre de l'Intérieur*; Louis Barthou, Bienvenu-Martin, Henri Laudier, James Hennessy, Louis Martin, Louis Michel et Martin-Binachon. Question de confiance sur l'adoption de l'amendement de M. Tissier. Scrutin. Adoption de l'amendement (devenant l'article 6). Amendement de M. Voilin: non soutenu. Art. 6 bis (*Prélèvement sur les pensions*): Demande de suppression de l'article par MM. Bachellet et Louis Martin: MM. Alexandre Bachellet, Marcel Régner, *Rapporteur général*; et Marchandeaup, *Ministre du Budget*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 9 (*Loterie. Reconduction*): réservé. Art. 12 (*Chiffre d'affaires. Services publics*): Amendement de M. Charles Dumont: MM. Charles Dumont, Joseph Caillaux, *Président de la commission des finances*, et Marchandeaup, *Ministre du budget*. Retrait. Amendement de MM. Borrel et Tissier: MM. Louis Tissier, Marchandeaup, *Ministre du Budget*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*, et Camille Chautemps, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*. Adoption (devenant l'article 12). Observation de M. Camille Chautemps, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*. Art. 12 A de la Chambre des Députés (*Etablissements à prix unique*). — Rejet. Amendement (Art. nouveau 12 B) de MM. Manceau et Boivin-Champeaux: MM. Anatole Manceau et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances* [19 décembre], p. 1992. — Suite de la discussion des articles:

Art. 9 (*Loterie. Reconduction*) précédemment réservé: adoption. Amendement (art. nouveau 12 B) (*Coopératives*) de MM. Marceau et Roivin-Champeaux: MM. Gaston Menier, Anatole Manceau et Marchandau, *Ministre du Budget*. Retrait. Art. 12 bis (*Taxe sur l'essence*): MM. le général Bourgeois et Marchandau, *Ministre du Budget*. Demande de disjonction de l'article par M. Cavillon: MM. Edmond Cavillon, Gaston Carrère, Eugène Milliers-Lacroix, Marchandau, *Ministre du budget*, et James Hennessy. Retrait. Amendements: 1^o de M. Henri Roy et de plusieurs de ses collègues; 2^o de M. Cuminal: MM. Cuminal, Henri Roy, Marchandau, *Ministre du Budget*; Charles Dumont, Louis Tissier, Coucoureux, Camille Chautemps, *Président du Conseil, ministre de l'Intérieur*; Farjon, Paul Laffont, Salmon, Marcel Régner, *Rapporteur général de la Commission des finances*, et Gadaud. Adoption, au scrutin, de l'amendement de M. Cuminal. Amendement de MM. Laffont et J.-P. Rambaud: M. Paul Laffont. Adoption. Amendement de M. Cavillon. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 12 bis modifié. Art. 12 ter (*Assiette, Bénéfices agricoles*): Demande de disjonction de l'article par M. Capus et un grand nombre de ses collègues: MM. Capus, Victor Judet, Eugène Rouart, Marcel Donon, Jean Durand, Fernand David, Albert Lebert, Marchandau, *Ministre du Budget*; François Labrousse, Louis Michel et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption, au scrutin. Art. 12 quater (*Pensions mixtes*): adoption. Art. 12 quinquies de la Chambre des Députés (*Main-d'œuvre étrangère*). Rejet. Art. 12 sexies (*Permis de chasse*): Demande de suppression de l'article par M. Taurines: MM. Jean Taurines, Marcel Régner, *Rapporteur général*; Provost-Dumarchais, Louis Michel, Eugène Milliers-Lacroix et Camille Chautemps, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*. Rejet. Amendement de M. Milan: MM. François Milan et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Retrait. Nouveau texte présenté par la Commission: adoption. Art. 13 (*Surtaxe apéritifs*): Amendement de M. Lefas: M. Lefas. Rejet. Adoption de l'article. Art. 13 bis (*Licences d'importation*): Adoption du 1^{er} alinéa. 2^e alinéa: Amendement de M. Bose: MM. Jean Bose, Marchandau, *Ministre du Budget*; Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Toy-Riont, Curral et Camille Chautemps, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*. Adoption (devenant le 2^e alinéa). Adoption de l'article modifié. Art. 14 (*Prix de détail. Denrées alimentaires*). Demande de disjonction de l'article par MM. Manceau et Serre: MM. Anatole Manceau, Louis Serre, Rolland, Delteil, Camille Chautemps, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*; Gaston Menier, Louis Michel, Beaumont et Paul Laffont. Retrait. Amendement de M. Paul Laffont. Adoption (devenant l'article 14). Article additionnel de MM. Cavillon, Lesaché, Bourdeaux et Pierri: MM. Edmond Cavillon et Camille Chautemps, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*. Retrait. Sur l'ensemble: MM. Marcel Régner, *Rapporteur général*; le Comte Louis de Blois, Maurice Ordinaire, Louis Linyer, Camille Chautemps, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Question de confiance. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [20 décembre], p. 2024. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire. Renvoi

à la Commission des finances, N° 694. Urgence déclarée [22 décembre], p. 2080. — M. Marcel Régner dépose et lit le rapport N° 702. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Art. 3 bis (*Professions non commerciales*): adoption. Art. 4 A (*Contrôle. Commission de taxation*): adoption (texte de la Chambre). Art. 6 bis (*Prélèvement sur les pensions*), disjoint par la Chambre: M. Louis Tissier. Demande de disjonction de l'article par MM. Lucien Voilin, Louis Martin et Alexandre Bachelet: MM. Alexandre Bachelet, Louis Martin, Marcel Régner, *Rapporteur général*; Henri Roy, Jean Taurines et Marchandau, *Ministre du Budget*. Rejet, au scrutin. Observations de MM. Taurines et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Adoption des quatre premiers alinéas. 5^e alinéa: Amendement de M. Thoumyre: MM. Robert Thoumyre et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Adoption. Adoption de l'alinéa modifié. Amendement de M. Henri Roy: MM. Marcel Régner, *Rapporteur général*, Louis Tissier, le comte Louis de Blois et Eugène Milliers-Lacroix. Adoption. Adoption du 6^e alinéa et de l'ensemble de l'article modifié. Art. 8 bis (*Reversement. Caisse de garantie*), rejeté par la Chambre: Demande de disjonction de l'article par MM. Fernand David et Lucien Voilin: MM. Fernand David, Lamoureux, *Ministre du Travail*; Marcel Régner, *Rapporteur général*; Mauger, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Pierre Laval, Chauveau et Damecour. Scrutin. Pointage. Art. 8 bis et 8 ter réservés. Art. 8 quater (*Souliens de famille*): adoption (texte de la Chambre). Art. 9 (*Loterie. Reconduction*): adoption. Art. 10 (*Monnaies métalliques*): rejet. Art. 11 (*Créances de l'Etat. Marché de guerre. Emprunts or*): adoption. Art. 12 A (*Prix uniques*): Amendement (reprise du texte de la Chambre) de MM. Gaston Menier et Louis Martin: MM. Gaston Menier, Marchandau, *Ministre du Budget*; Marcel Régner, *Rapporteur général*; Louis Martin et Maurice Viollette. Rejet. Rejet de l'article. Résultat du scrutin, après pointage, sur la demande de disjonction de l'article 8 bis présentée par MM. Fernand David et Lucien Voilin. Adoption. Art. 8 ter (*Assurés sociaux*): retrait. Art. 12 bis (*Combustibles liquides*): Amendement de M. Connevoit (reprise du texte de la Chambre): MM. Connevoit, Eugène Milliers-Lacroix, Henri Roy, Marchandau, *Ministre du Budget*; Albert Mahieu, Delteil, Henry Merlin, Auguste Mounié et Gallot. 1^{er} alinéa (de la Chambre): adoption. Amendement de M. Edouard Néron: MM. Edouard Néron et Marchandau, *Ministre du Budget*. Rejet. 2^e et 3^e alinéas: adoption. Amendement de M. Thoumyre: MM. Robert Thoumyre et Marchandau, *Ministre du Budget*. Retrait. 4^e alinéa: M. Abel Lefèvre: adoption. Alinéas 5 à 10: MM. Henri Roy et Charles Dumont. Adoption. Adoption du 11^e alinéa et de l'ensemble de l'article 12 bis (texte de la Chambre). Art. 12 ter (*Bénéfices agricoles*): Amendement de M. François Labrousse (reprise du texte de la Chambre): non soutenu. Observation de M. Jules Hayaux. Disjonction de l'article. Art. 12 quinquies (*Main-d'œuvre étrangère*): disjonction. Art. 12 sexies (*Permis de chasse*): Demande de disjonction de l'article par M. Taurines: MM. Jean Taurines, Gaston Menier et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Rejet. Adoption de l'article. Art. 13 (*Surtaxe apéritifs*): Amendement de M. Damecour et de plusieurs de ses

collègues: MM. Damecour, Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Lefas et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Rejet. Adoption du 1^{er} alinéa. Adoption des autres alinéas et de l'article. Art. 13 bis (*Licences d'importation*): adoption. Art. 14 bis (*Alsace-Lorraine*): adoption. Sur l'ensemble: M. Marcel Régner, *Rapporteur général*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [23 décembre], p. 2087. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire. Renvoi à la Commission des finances, N° 720 [23 décembre], p. 2129. — M. Marcel Régner dépose et lit le rapport n° 722. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 6 bis (*Prélèvements sur les pensions*): disjonction. Art. 9 (*Loterie. Reconduction*): adoption. Art. 10 (*Monnaies métalliques*): Amendement de M. François Labrousse (reprise du texte de la Chambre): MM. François Labrousse, Marcel Régner, *Rapporteur général de la Commission des finances*, et Georges Bonnet, *Ministre des Finances*. Rejet. Disjonction de l'article. Art. 12 A (*Prix uniques*): Amendement de M. Louis Martin (reprise du texte de la Chambre): MM. Louis Martin et Marcel Régner, *Rapporteur général de la Commission des finances*. Rejet. Rejet de l'article. Art. 12 ter (*Assiette. Bénéfices agricoles*): rejet. Art. 12 sexies (*Permis de chasse*): adoption. Art. 13 (*Surtaxe apéritifs*): adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [23 décembre], p. 2130. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, tendant au rétablissement de l'équilibre budgétaire. Renvoi à la Commission des finances, N° 729. M. Marcel Régner dépose et lit le rapport n° 730. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Art. 9 (*Loterie. Reconduction*): MM. Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*; Le Moignic et Camille Chautemps, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Art. 10 (*Monnaies métalliques*): MM. Camille Chautemps, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*, et Marcel Régner, *Rapporteur général*. Adoption. Art. 12 ter (*Assiette. Bénéfices agricoles*): adoption. Art. 12 sexies (*Permis de chasse*): Demande de disjonction de l'article par M. Taurines: MM. Jean Taurines, Camille Chautemps, *Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur*, et Joseph Caillaux, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Sur l'ensemble: M. Marcel Régner, *Rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [23 décembre], p. 2135. — Promulgation: Loi du 23 décembre 1933 (*J. O.* du 24 décembre), p. 12774; Erratum: *J. O.* du 31 décembre, p. 13171).

EQUILIBRE BUDGETAIRE (Rétablissement de l') (Modification de la loi du 15 juillet 1932). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 15 juillet 1932 relative au

rétablissement de l'équilibre budgétaire. Renvoi à la Commission de l'armée, N° 689 [22 décembre], p. 2080.

ESPAGNE. — Voir TRAITÉ DE TRAVAIL ET D'ASSISTANCE et CONVENTIONS, 3.

ETABLISSEMENT THERMAL DE BOURBON-L'ARCHAMBAULT. — Transmission d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la concession de l'établissement thermal de Bourbon-l'Archambault (Allier). Renvoi à la Commission de l'hygiène, et, pour avis, à la Commission des finances, N° 610 [24 novembre], p. 1868.

ETUDIANTS CAPACITAIRES EN DROIT (Inscriptions en vue de la licence en droit). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder aux étudiants âgés d'au moins 27 ans, pourvus du brevet de capacité en droit, la possibilité de prendre, à titre temporaire et transitoire, avec dispense du baccalauréat de l'enseignement secondaire, dans des Facultés de l'Etat, des inscriptions régulières en vue de la licence en droit (N° 209, année 1932). — Vote de la question préalable [12 décembre], p. 1906.

ETUDIANTS DES FACULTES LIBRES (Dispenses de droit d'examen). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assurer aux étudiants des Facultés libres des dispenses de droit d'examen maintenues ainsi que celles prévues par l'article 109 de la loi du 13 juillet 1925 (N° 543, année 1932). — Vote de la question préalable [12 décembre], p. 1907.

EXPOSITION GENERALE INTERNATIONALE A PARIS EN 1937 (Ouverture de crédits d'étude). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits d'étude pour l'organisation d'une exposition générale internationale, à Paris, en 1937. Renvoi à la Commission des finances, N° 595 [14 novembre], p. 1842.

EXPOSITION INTERNATIONALE DE 1937. — Voir INTERPELLATIONS, 15.

F

FEMMES (Droit de vote et d'éligibilité des). — Proposition de loi de M. Louis Martin tendant à reconnaître aux femmes le droit de vote et d'éligibilité. Voir Table 1927, p. 376, et années 1931 et 1932. — Ajournement, au scrutin, de l'inscription à l'ordre du jour de la suite de la première délibération [14 novembre], p. 1848.

FERMIER SORTANT (Indemnité pour plus-value). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder une indemnité pour plus-value au fermier sortant (N° 491, année 1931). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 75 (Indemnité pour plus-value). — 1^{re} délibération. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Lugol, *Président et Rapporteur de la Commission de législation*; Daumecour, *Rapporteur de la Commission de l'agriculture*; Gaston Carrère, *Président de la Commission de l'agriculture*, et Raynaldy, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [15 décembre], p. 1959.

FIGUES (Modification des droits de douane). — Voir DOUANES, 6.

FONCTIONNAIRES (Caisse nationale des retraites pour la vieillesse). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Cuffoli relevant de la foreclusion de l'article 29 de la loi du 14 avril 1924 les fonctionnaires qui ont opté en 1924 pour leur maintien à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Renvoi à la commission des finances, N° 637 [7 décembre], p. 1896.

FONCTIONNAIRES DANS LA REPUBLIQUE (Rôle des). — Voir INTERPELLATIONS, 3.

FONDS DE COMMERCE (Suppression de la peine de fermeture du). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, tendant à la suppression de la peine de la fermeture du fonds de commerce (N° 491, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 74. — M. Lugol dépose le rapport de la Commission de législation, N° 572. Urgence déclarée [24 octobre], p. 1819. — Ajournement de la discussion [5 décembre], p. 1892. — Discussion. Urgence précédemment déclarée. Avis de la Commission d'hygiène par M. Mauger, N° 645. Discussion générale: MM. Lugol, *Rapporteur de la Commission de législation*; Raynaldy, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Mauger, *Rapporteur de la Commission de l'hygiène*. Art. 1^{er} et 2: adoption. Art. 3 et 4: précédemment adoptés. Art. 5 et 6: adoption. Art. 7 à 10: précédemment adoptés. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [7 décembre], p. 1899. — Promulgation: Loi du 20 décembre 1933 (J. O. du 22 décembre, p. 12702).

FONDS DE COMMERCE (Débiteurs de prix d'acquisition). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Thoumyre tendant à étendre à tous les débiteurs de prix d'acquisition de fonds de commerce les avantages prévus par la loi du 5 juillet 1933 en faveur des souscripteurs de billets de fonds. Renvoi à la Commission du commerce, N° 633 [5 décembre], p. 1880. — M. Caillier dépose le rapport n° 685. Renvoi pour avis à la Commission de législation [21 décembre], p. 2064, 2075.

FRAUDES (« Guignolet »). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la répression des fraudes sur le « guignolet ». Renvoi à la Commission du commerce, N° 688 [22 décembre], p. 2080.

FRUITS ET GRAINES OLEAGINEUX. — Voir DOUANES, 16.

FRUITS ET LEGUMES ET REPRESSION DE LA VENTE DES FRUITS VEREUX (Loyauté du commerce des). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à assurer la loyauté du commerce des fruits et légumes et à réprimer la vente des fruits véreux. Renvoi à la Commission de l'agriculture, N° 675 [20 décembre], p. 2035. — Renvoi, pour avis, à la Commission du commerce [23 décembre], p. 2106.

FUMÉES INDUSTRIELLES (Suppression des). — Voir INTERPELLATIONS, 6, et QUESTION.

FUNERAILLES NATIONALES DU PRESIDENT PAINLEVE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder des funérailles nationales à M. Paul Painlevé. Renvoi à la Commission des finances, N° 574. M. Jean Philip dépose et lit le rapport, N° 575. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion gé-

nérale: M. Cuminal, *Vice-Président de la Commission de l'enseignement*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [3 novembre], p. 1827. — Promulgation: Loi du 3 novembre 1933 (J. O. du 4 novembre, p. 11222; *Errata*: J. O. du 5 novembre, p. 11254).

FUNERAILLES NATIONALES DU DOCTEUR ROUX, Directeur de l'institut Pasteur. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder des funérailles nationales au docteur Roux, Directeur de l'Institut Pasteur. Renvoi à la Commission des finances, N° 590 [7 novembre], p. 1837. — M. Jean Philip dépose et lit le rapport N° 591. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate ordonnée. Discussion générale: M. Fernand Merlin, *Président de la Commission de l'hygiène*. Allocation de M. le Président. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [7 novembre], p. 1838. — Promulgation: Loi du 7 novembre 1933 (J. O. du 8 novembre, p. 11334).

G

GARDES CHAMPETRES (Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la suspension et à la révocation des gardes champêtres dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (N° 96, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 74. — M. Maulion dépose un rapport au nom de la Commission de l'administration générale, N° 670 [19 décembre], p. 2020.

GEX (Zone franche du pays de). — Voir INTERPELLATIONS, 1.

GRAISSES INDUSTRIELLES ET GRAISSES DE SAINT. — Voir DOUANES, 9.

GROUPES DU SENAT. — J. O. des 12, 13 et 14 novembre, p. 11480 et 11481 (F. N° 84).

GUADELOUPE ET DEPENDANCES (Application du décret-loi du 5 novembre 1926). — Voir DÉCENTRALISATION ET DÉCONCENTRATION.

« **GUIGNOLET** ». — Voir FRAUDES.

GUYANE (Chevaux et mulets). — Voir DOUANES, 13.

H

HERBORISTE (Exercice de la profession d'). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à déterminer les règles de l'exercice de la profession d'herboriste (N° 558, année 1932). — M. Dauthy dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport N° 630 [2 décembre], p. 1875.

HUILES DE PETROLES BRUTES. — Voir DROITS DE QUAL.

HUILES DE SCHISTE, DE TOURBES ET LIGNITES, HUILES LOURDES ET PRODUITS DERIVES DU PETROLE ET HUILES MINERALES (Taxe unique). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant transformation de l'impôt sur le chiffre d'affaires en une taxe unique en ce qui concerne les huiles de schiste et autres roches bitumineuses, de tourbes et ligni-

tes, les huiles lourdes et produits dérivés du pétrole et d'autres huiles minérales. Renvoi à la Commission des finances, N° 573 [20 décembre], p. 2035.

I

ILL, A STRASBOURG (Comblement d'un bras de l'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique les travaux de comblement d'un bras de l'Ill à Strasbourg et de prononcer la distraction des terrains correspondants du domaine public fluvial (N° 936, année 1931). Promulgation: Loi du 23 janvier 1933 (*J. O.* du 25 janvier, p. 818).

IMPOSITIONS DEPARTEMENTALES ET COMMUNALES (Exercice 1934). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux contributions directes (impositions départementales et communales) de l'exercice 1934. Renvoi à la Commission des finances, N° 695 [22 décembre], p. 2080. — M. Marcel Régnier dépose et lit le rapport N° 701. Déclaration de l'urgence. Demande de discussion immédiate. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [23 décembre], p. 2086. — Promulgation: Loi du 23 décembre 1933. (*J. O.* du 24 décembre, p. 12808).

IMPOTS SUR LES REVENUS (Evaluation forfaitaire des bénéfices agricoles). — Voir BÉNÉFICES AGRICOLES.

INCIDENTS GERMANO-AUTRICHIENS. — Voir INTERPELLATIONS, 5.

INDEMNITE POUR PLUS-VALUE. — Voir FERMIER SORTANT.

INDOCHINE (Emprunt de 250 millions). — Dépôt du rapport sur l'utilisation des fonds provenant de l'emprunt de 250 millions émis par le gouvernement général de l'Indochine en vertu de la loi du 26 avril 1932 [5 décembre], p. 1880.

INGENIEUR DIPLOME (Délivrance et usage du titre d'). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux conditions de délivrance et à l'usage du titre d'ingénieur diplômé (N° 292, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 75. — M. Cuminat dépose, au nom de la Commission de l'enseignement, le rapport n° 598 [16 novembre], p. 1853. — M. Robert Thoumyre dépose l'avis de la Commission du commerce, N° 724 [23 décembre], p. 2134.

INTERPELLATIONS.

1 — **Zone franche du pays de Gex (Ain).** — Demande d'interpellation de M. Albert Fouilloux à M. le ministre du budget sur les conditions fiscales et budgétaires du rétablissement de l'ancienne zone franche du pays de Gex (Ain). La date de la discussion sera fixée ultérieurement [17 octobre], p. 1797.

2 — **Protection du domaine forestier.** — Demande d'interpellation de M. Louis Martin à M. le ministre de l'agriculture sur la protection de notre domaine forestier. Fixation ultérieure de la date de la discussion [17 octobre], p. 1797. — Rappel de l'interpellation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [3 novembre], p. 1827. — Rappel de l'interpellation [2 décembre], p. 1873.

3 — **Rôle des fonctionnaires dans la République.** — Demande d'interpellation de M. Armand Calmel, adressée au Gouvernement, sur sa conception du rôle des fonctionnaires dans la République. La fixation de la date en demeure réservée [17 octobre], p. 1797. — Rappel de l'interpellation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [3 novembre], p. 1827. — Rappel de l'interpellation [2 décembre], p. 1873.

4 — **Syndicalisme révolutionnaire à l'école publique.** — Demande d'interpellation de M. Gautherot à M. le président du conseil sur les doctrines antinationales et les motions révolutionnaires que vient d'acclamer le syndicat « national » des instituteurs publics. Fixation ultérieure de la date de discussion [17 octobre], p. 1797. — Rappel de l'interpellation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [3 novembre], p. 1827. — Fixation ultérieure de la date de la discussion [21 novembre], p. 1863. — Rappel de l'interpellation [2 décembre], p. 1873.

5 — **Politique extérieure.** — Demande d'interpellation de M. Armbruster à M. le Ministre des Affaires étrangères sur le développement que M. le Ministre des Affaires étrangères compte donner à sa politique extérieure, à la suite des incidents germano-autrichiens qui ont compromis si gravement l'œuvre de paix pour laquelle la France a fait déjà de si nombreux sacrifices. Fixation ultérieure de la date de la discussion [17 octobre], p. 1797. — Rappel de l'interpellation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [3 novembre], p. 1827. — Fixation de la discussion au jeudi 30 novembre [21 novembre], p. 1863. — Rappel de l'interpellation [2 décembre], p. 1873.

6 — **Suppression des fumées industrielles.** — Demande d'interpellation de M. André Morizet à M. le Ministre du Commerce sur l'application de la loi relative à la suppression des fumées industrielles. Fixation au jeudi 26 octobre [17 octobre], p. 1797, 1798. — Rappel de l'interpellation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [3 novembre], p. 1827. — Retrait de l'interpellation ci-dessus, transformée en question [21 novembre], p. 1863 (voir QUESTION).

7 — **Pêche dans les eaux territoriales françaises.** — Rappel de l'interpellation, déposée le 18 février 1933 par M. Emile Sari, sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour éviter le retour d'incidents regrettables analogues à ceux qui se sont produits sur les côtes de la Corse entre pêcheurs français et italiens, et cela en assurant une meilleure protection de la pêche dans les eaux territoriales françaises. Fixation ultérieure de la date de la discussion [17 octobre], p. 1797.

8 — **Suppression de 10.000 chevaux et mulets de l'armée.** — Rappel de l'interpellation de M. Edmond Cavillon sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour supprimer 10.000 chevaux ou mulets de l'armée sans nuire aux intérêts de l'élevage français, dont la défense nationale aurait un impérieux besoin en cas de conflit, déposée le 22 février 1933 [17 octobre], p. 1797.

9 — **Marché salinier.** — Rappel de l'interpellation de MM. Linyer et Perreau sur les mesures administratives que comptent prendre M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Colonies pour assurer la protection du marché salinier de la métropole, et notamment celle des intérêts vitaux de l'artisanat salicole de l'Ouest, gravement menacé par la faculté dont bénéficie la Côte française des Somalis de faire péné-

trer en franchise de droits de douane en France les sels de son territoire, déposée le 17 mai 1933 [17 octobre], p. 1797.

10 — **Rupture de l'entente douanière avec le Portugal.** — Rappel de l'interpellation de M. Gasnier-Duparc sur des conséquences d'ordre économique et sans doute politique qu'est susceptible d'entraîner la rupture de l'entente douanière avec le Portugal, déposée le 6 juillet 1933 [17 octobre], p. 1797; [7 novembre], p. 1836. — Rappel de l'interpellation. Sur la date de la discussion: MM. Gasnier-Duparc et Laurent Eynac, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [5 décembre], p. 1880.

11 — **Anciennes zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex.** — Rappel de l'interpellation de M. Fernand David sur les conditions fiscales et budgétaires du rétablissement des anciennes zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex, déposée le 7 juillet 1933 [17 octobre], p. 1797. — Rappel de l'interpellation. Fixation ultérieure de la date de la discussion [3 novembre], p. 1827.

12 — **Politique extérieure.** — Demande d'interpellation de M. Henry Lémery à M. le Président du Conseil et à M. le Ministre des Affaires étrangères sur la politique générale et sur les déclarations du Gouvernement concernant la situation extérieure. Fixation ultérieure de la date de la discussion [16 novembre], p. 1853. — Fixation de la discussion au jeudi 30 novembre [21 novembre], p. 1863. — Rappel de l'interpellation [2 décembre], p. 1871.

13 — **Aviation maritime.** — Demande d'interpellation de M. Louis Tissier à M. le Président du Conseil, Ministre de la Marine, sur la situation de l'aviation maritime. Fixation ultérieure de la date de la discussion [16 novembre], p. 1856.

14 — **Blé.** — M. Borgeot demande à interpellier M. le Ministre de l'Agriculture sur les mesures qu'il compte prendre: 1° pour faire appliquer rigoureusement la loi du 10 juillet 1933 fixant le prix minimum du blé; 2° pour résorber l'excédent de la récolte de 1933. Fixation ultérieure de la date de discussion [2 décembre], p. 1873.

15 — **Exposition de 1937.** — Demande d'interpellation de M. François Labrousse à MM. les Ministres du Commerce et de l'Education nationale sur les conditions de réalisation de l'Exposition projetée en 1937. Fixation ultérieure de la date de la discussion [2 décembre], p. 1873.

16 — **Politique extérieure.** — Demande d'interpellation de M. Marcel Plaisant sur la politique extérieure du Gouvernement. Jonction de l'interpellation à celle de M. Armbruster [14 décembre], p. 1936.

J

JERUSALEM (Aliénation d'une parcelle de terrain à). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation au Ministre des Affaires étrangères d'aliéner à l'amiable une parcelle de terrain appartenant à la France à Jérusalem (N° 520, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 40 (*Aliénation amiable*). Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [24 octobre], p. 1819. — M. François Labrousse dépose et lit le rapport N° 725. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Avis de la Commis-

sion des finances, par M. Henry Bérenger, N° 726. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 décembre], p. 2134.

JUSTICIABLES (Voies de recours). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à remédier à l'ignorance, chez les justiciables, des délais qui leur sont impartis pour exercer certaines voies de recours (N° 208, année 1932). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 82 (*Recours*). — 1^{re} délibération. Discussion générale: MM. Louis Linÿer, *Rapporteur*, et Raynalldy, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, Rejet de la proposition de loi [5 décembre], p. 1884.

L

LEGALISATION DES ACTES NOTAIRES. — Voir ACTES NOTARIÉS.

LEGE (Gironde). — Voir ECHANGE DE TERRAINS.

LEGION D'HONNEUR.

1 — **Préparation militaire.** — Projet de loi tendant à augmenter le contingent de croix de la Légion d'honneur, prévu par la loi du 5 juillet 1928 pour récompenser les services rendus à la préparation au service militaire (N° 804, année 1932). Promulgation: Loi du 7 janvier 1933 (*J. O.* du 10 janvier, p. 306).

2 — **Combattants volontaires de la guerre 1914-1918.** — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant un nouveau contingent de croix de la Légion d'honneur en faveur des combattants volontaires de la guerre 1914-1918. Renvoi à la commission nommée, le 23 mars 1926, pour l'examen de la proposition de loi n° 87, année 1926, sur les récompenses nationales, N° 570 [17 octobre], p. 1798. — M. Bergeon dépose le rapport n° 628 [2 décembre], p. 1875. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant des Commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles: Art. 1^{er}. Amendement de M. Thoumyre: non soutenu. Amendement de M. Pelisse: MM. Paul Pelisse, Gaston Carrère, Bergeon, *Rapporteur de la Commission des récompenses nationales*; Guy La Chambre, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre*, et Jean Jacqy. Retrait. Adoption de l'article. Adoption des articles 2 et 3 et de l'ensemble du projet de loi [15 décembre], p. 1964. — Promulgation: Loi du 22 décembre 1933 (*J. O.* du 24 décembre, p. 12808).

3 — **Proscrits des trois départements recouverts.** — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'attribuer un contingent spécial de vingt-quatre croix de la Légion d'honneur aux proscrits des trois départements recouverts. Renvoi à la Commission des récompenses nationales, N° 601 [21 novembre], p. 1860.

Georges LEYGUES, Ministre de la Marine. — M. le Président rend hommage à sa mémoire [17 octobre], p. 1796.

LICENCE EN DROIT. — Voir ETUDIANTS CAPITAIRES EN DROIT.

LOCATAIRES CHOMEURS (Relations entre les propriétaires et les). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de régler les relations entre propriétaires et locataires chômeurs. Renvoi à la Commission de législation, N° 568 [17 octobre], p. 1796.

LOCATAIRES (Délais aux). — Voir LOYERS.

LOI DU 24 JUILLET 1867. — Voir SOCIÉTÉS ANONYMES.

LOI DU 1^{er} AVRIL 1898. — Voir SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

LOI DU 9 AVRIL 1898. — Voir ACCIDENTS DU TRAVAIL.

LOI DU 14 AVRIL 1924. — Voir FONCTIONNAIRES.

LOI DU 8 JANVIER 1925. — Voir ARMÉE, 1.

LOI DU 7 MARS 1925. — Voir SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ LIMITÉE.

LOI DU 26 DÉCEMBRE 1925. — Voir MARINE.

LOI DU 13 JUILLET 1927. — Voir ARMÉE, 3.

LOI DU 28 MARS 1928. — Voir DROITS DE QUAL.

LOI DU 31 MARS 1928. — Voir ARMÉE, 2.

LOI DU 14 JANVIER 1933. — Voir TRIBUNAUX DE COMMERCE.

LOI DU 5 JUILLET 1933. — Voir FONDS DE COMMERCE ET BILLETS DE FONDS DE COMMERCE.

LOIRE (HAUTE-) (Aide aux victimes des inondations d'octobre 1933). — Voir RÉSOLUTIONS, 1.

LOYERS (Délais aux locataires). — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant, en matière de loyer à accorder des délais au locataire, nonobstant toutes clauses contraires ou résolutives. Renvoi à la Commission de législation, N° 593 [14 novembre], p. 1842.

M

MAITRES ARTISANS (Définition légale). — Proposition de loi de M. Joseph Courtier tendant à compléter la définition des maîtres artisans donnée par l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1925, portant création de chambres de métiers (N° 670, année 1932). — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. Eccard et Louis Serre, *Président de la Commission du commerce*. Demande de renvoi à la Commission: rejet. Article unique: Amendement de M. Eccard: MM. Eccard et Louis Serre, *Président de la Commission*. Rejet. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [19 janvier], p. 43.

MANUFACTURES NATIONALES DE SEVRES, DES GOBELINS ET DE BEAUVAIS (Subvention de l'Etat). — Dépôt d'un projet de loi autorisant l'Etat à se faire livrer, chaque année, en objets fabriqués dans les trois manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins et de Beauvais le montant de la subvention allouée, par lui, pendant l'exercice correspondant. Renvoi à la Commission des finances, N° 620 [2 décembre], p. 1874.

MARCHE SALINIER (Protection du). — Voir INTERPELLATIONS, 9.

MARINE (Extension aux officiers de l'armée de mer de la loi du 26 décembre 1925). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant aux officiers de l'armée de mer l'ensemble des

avantages consentis aux officiers de l'armée de terre par l'art. 8 de la loi du 26 décembre 1925 et diverses lois subséquentes sur le dégrèvement et l'aménagement des cadres de l'armée (N° 24, année 1930). — M. Marlin-Binachon dépose, au nom de la Commission de la marine, le rapport n° 658 [14 décembre], p. 1934.

MARINS DU COMMERCE (Retraites des). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier diverses dispositions du régime des retraites des marins du commerce (N° 514, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 84 (*Retraites*). — M. Cabart-Danneville dépose, au nom de la Commission de la marine, le rapport n° 678 [20 décembre], p. 2058.

MARINS DU COMMERCE (Indemnités pour pertes d'équipement). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les indemnités accordées aux marins du commerce pour pertes d'équipement (N° 516, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 75 (*Indemnité*). — M. Cabart-Danneville dépose, au nom de la Commission de la marine, le rapport n° 679 [20 décembre], p. 2058.

MAROC (Emprunts par le gouvernement chérifien pour achèvement du réseau de chemin de fer). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le gouvernement chérifien à contracter les emprunts nécessaires pour permettre l'achèvement du réseau de chemin de fer autorisé par la loi du 21 août 1920 (N° 386, année 1932). — Promulgation: Loi du 13 janvier 1933 (*J. O.* du 17 janvier, p. 482).

MARQUE NATIONALE ARTISANALE. — Proposition de loi de M. Louis Serre tendant à rendre obligatoire l'apposition d'une marque nationale artisanale sur les objets, dessins et modèles fabriqués par les artisans et destinés à être revendus (N° 356, année 1930). — M. Louis Serre dépose, au nom de la Commission du commerce, le rapport n° 631 [2 décembre], p. 1875.

MARTINIQUE (Application du décret-loi du 5 novembre 1926). — Voir DÉCENTRALISATION ET DÉCONCENTRATION.

MATIÈRES GRASSES ET DERIVES. — Voir DOUANES, 16.

MEDAILLE D'HONNEUR DES SAPEURS-POMPIERS COMMUNAUX. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à établir de nouvelles règles pour l'attribution de la médaille d'honneur spéciale des sapeurs-pompiers communaux et à créer de nouveaux échelons de cette médaille. Renvoi à la Commission de l'administration, N° 614 [2 décembre], p. 1874.

MINES DOMANIALES DE POTASSE D'ALSACE. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant organisation des mines domaniales de potasse d'Alsace et constitution d'un comptoir de vente en commun de potasse. Renvoi à la Commission des finances, et, pour avis, à la Commission des mines. Urgence déclarée, N° 569 [17 octobre], p. 1798. — Renvoi, pour avis, à la Commission de l'agriculture [24 octobre], p. 1819.

MINISTÈRE DALADIER. — Constitué le 31 janvier 1933. — Démissionnaire le 24 octobre 1933.

MINISTÈRE DU 26 OCTOBRE 1933 (Cabinet Albert Sarraut), J. O. du 27 octobre 1933, p. 10966.

MINISTRES

Présidence du Conseil et Marine: M. ALBERT SARRAUT, Sénateur.

Justice: M. DALIMIER, député.

Affaires étrangères: M. PAUL-BONCOUR, Sénateur.

Intérieur: M. CHAUTEMPS, Député.

Finances: M. GEORGES BONNET, député.

Budget: M. ABEL GARDEY, Sénateur.

Guerre: M. DALADIER, Député.

Travaux publics: M. PAGANON, Député.

Commerce: M. LAURENT-EYNAC, Député.

Colonies: M. F. PIÉTRI, Député.

Agriculture: M. QUEUILLE, Député.

Travail: M. E. FROT, Député.

Air: M. P. COT, Député.

Marine marchande: M. J. STERN, Député.

Education nationale: M. DE MONZIE, Député.

Postes, Télégraphes et Téléphones: M. J. MISTLER, Député.

Pensions: M. HIPPOLYTE DUCOS, Député.

Santé publique: M. LISBONNE, Sénateur.

SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Présidence du Conseil: M. ANDRÉ MARIE, Député.

Affaires étrangères: M. F. DE TESSAN, Député.

Economie nationale: M. MANENCE BIBIÉ, Député.

Colonies: M. A. BRUNET, Député.

Enseignement technique: M. MARCOMBES, Député.

Guerre: M. GUY LA CHAMBRE, Député.

Education physique: M. LE GORGEU, Sénateur.

M. DELESALLE (député) est nommé *Sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Air* (J. O. du 28 octobre 1933, p. 11014). — Cabinet démissionnaire le 24 novembre 1933.

MINISTÈRE DU 26 NOVEMBRE 1933 (2^e Cabinet Chautemps), J. O. du 27 novembre 1933, p. 11861.

MINISTRES

Présidence du Conseil et Intérieur: M. CHAUTEMPS, Député.

Justice: M. RAYNALDY, Sénateur.

Guerre: M. DALADIER, Député.

Affaires étrangères: M. PAUL-BONCOUR, Sénateur.

Marine militaire: M. ALBERT SARRAUT, Sénateur.

Finances: M. BONNET, Député.

Budget: M. MARCHANDEAU, Député.

Air: M. PIERRE COT, Député.

Education nationale: M. DE MONZIE, Député.

Commerce: M. LAURENT-EYNAC, Député.

Pensions: M. DUCOS, Député.

Postes, télégraphes et téléphones: M. MISTLER, Député.

Travail: M. LAMOUREUX, Député.

Marine marchande: M. FROT, Député.

Agriculture: M. QUEUILLE, Député.

Colonies: M. DALIMIER, Député.

Travaux publics: M. PAGANON, Député.

Santé publique: M. ISRAËL, Sénateur.

SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Présidence du Conseil: M. MARCOMBES, Député.

Intérieur: M. WILLIAM BERTRAND, Député.

Economie nationale: M. RAYMOND PATENOTRE, Député.

Affaires étrangères: M. DE TESSAN, Député.

Education physique: M. ADOLPHE CHÉRON, Député.

Enseignement technique: M. LE GORGEU, Sénateur.

Guerre: M. GUY LA CHAMBRE, Député.

Air: M. DELESALLE, Député.

MONACO (Principauté de). — Voir ACCORD FINANCIER.

MONDORF (Service des douanes à la gare internationale de). — Voir DOUANES, 7.

MOTION D'ORDRE. — Renvoi à la Commission des récompenses nationales, pour examen au fond, — la Commission de l'Armée restant saisie pour avis — du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 28 novembre 1932 modifiant, en ce qui concerne le Ministère de la Guerre, les dispositions de la loi du 13 juillet 1923 sur les récompenses nationales, modifiée par la loi du 21 juillet 1927, prorogée par celle du 5 juillet 1928 et modifiée à nouveau par la loi du 31 mars 1931 [3 novembre], p. 1828.

MUSEES NATIONAUX. — Voir CONSEIL DES MUSÉES NATIONAUX.

MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE (Droits d'entrée). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 30 octobre 1922, relative à la perception des droits d'entrée dans les différents services du Muséum d'histoire naturelle. Renvoi à la Commission de l'enseignement et pour avis à la Commission des finances, N° 661 [18 décembre], p. 1968.

N

NANTES (Commune de) (Loire-Inférieure). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à annexer à la commune de Nantes une partie du territoire de la commune de Rezé (département de la Loire-Inférieure). Renvoi à la Commission de l'Administration, N° 617 [2 décembre], p. 1874. — M. Henry Merlin dépose et lit le rapport N° 659. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption des articles et de l'ensemble du projet de loi [14 décembre], p. 1934. — Promulgation: Loi du 14 décembre 1933 (J. O. du 15 décembre, p. 12438).

NOTAIRES DES ARRONDISSEMENTS SUPPLÉMENTAIRES (Compétence territoriale des). — Proposition de loi de M. Haudos et plusieurs de ses collègues ayant pour but de modifier l'article 23 de la loi du 16 juillet 1920 en ce qui concerne la compétence territoriale des notaires des chefs-lieux d'arrondissements supprimés (N° 70, année 1931). — Promulgation: Loi du 12 janvier 1933 (J. O. du 14 janvier, p. 418).

O

OFFICIERS DE L'ARMÉE DE MER (Extension des avantages des lois sur le dégagement et l'aménagement des cadres de l'armée). — Voir MARINE.

OPÉRATEURS RADIOTELEGRAPHISTES (Statut des). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, fixant le statut des opérateurs radiotélégraphistes

à bord des navires de commerce, de pêche ou de plaisance (N° 559, année 1932). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 79. — Discussion. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Observations de MM. Jacques Stern, *Ministre de la Marine marchande*, et Rio, *Président de la Commission de la marine*. Renvoi de la discussion à la séance du mardi 14 novembre [7 novembre], p. 1837. — Discussion. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale: M. Babin-Chévay, *Rapporteur*. Art. 1^{er} et 2: précédemment adoptés. Art. 3: M. Jacques Stern, *Ministre de la Marine marchande*. Adoption. Art. 4 et 5: précédemment adoptés. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [14 novembre], p. 1842. — Promulgation: Loi du 23 novembre 1933 (J. O. du 25 novembre, p. 11808).

OUVRIERS MINEURS (Travaux de reconstitution des régions dévastées. — Retraites des). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux ouvriers mineurs occupés aux travaux de reconstitution des régions dévastées (N° 17, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 80. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: MM. François de Wendel, *Rapporteur*; Joseph Cailiaux, *Président de la Commission des finances*; Eugène Frot, *Ministre du Travail*; Fèvre, Henry Merlin, Coucoureux et Raynal, *Président de la Commission des mines*. Renvoi des conclusions du rapport, pour avis, à la Commission des finances [16 novembre], p. 1854. — Suite de la discussion. Avis de la Commission des finances, par M. Herve, N° 606. Observation de M. Fèvre. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [21 novembre], p. 1861. — Promulgation: Loi du 29 décembre 1933 (J. O. du 31 décembre, p. 13174).

OXYDES DE COBALT (Situation tarifaire). — Voir DOUANES, 15.

P

PAINLEVE (Paul) (Président). — M. le Président rend hommage à sa mémoire. Séance levée en signe de deuil [3 novembre], p. 1824. — Le Sénat adopte le projet de loi tendant à lui accorder des funérailles nationales [3 novembre], p. 1827. [Voir FUNÉRAILLES NATIONALES.]

PÊCHE DANS LES EAUX TERRITORIALES DE FRANCE ET D'ALGERIE. — Proposition de loi de M. Emile Sari tendant à modifier l'article 3 de la loi du 30 mars 1928 ayant pour objet d'interdire aux étrangers la pêche dans les eaux territoriales de France et d'Algérie, N° 50. Voir Table de 1929, p. 523, et années 1930 et 1932. — Promulgation: Loi du 16 avril 1933 (J. O. du 20 avril, p. 4038).

PÊCHE DANS LES EAUX TERRITORIALES FRANÇAISES. — Voir INTERPELLATIONS, 7.

PILOTAGE DANS LES EAUX MARITIMES (Régime du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 11 de la loi du 28 mars 1928 sur le régime du pilotage dans les eaux maritimes (N° 528, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 80. — M. René Haehelle dépose un rapport au nom de la Commission de la marine, N° 643 [7 décembre], p. 1896.

PLOUNEOUR-TREZ (Commune de). — Voir BRIGNOGAN.

POLITIQUE EXTERIEURE DU GOUVERNEMENT. — Voir INTERPELLATIONS, 5, 12, 16.

PORTUGAL (Rupture de l'entente douanière avec le). — Voir INTERPELLATIONS, 10.

PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES MARI-TIMES. — Voir CONVENTIONS, 1.

PRODUITS DE CHARCUTERIE. — Voir DOUANES, 9.

PRODUITS COLONIAUX. — Voir DOUANES, 8.

PRODUITS DERIVES DU PETROLE (Taxe unique). — Voir HUILES DE SCHISTES.

PRODUITS FECULENTS. — Voir DOUANES, 19.

PRODUITS FINIS (Taxe unique en remplacement de la taxe sur le chiffre d'affaires). — Voir RESOLUTIONS, 4.

PROPRIETAIRES. — Voir LOCATAIRES CHÔMEURS.

PROPRIETE IMMOBILIERE (Transcription obligatoire des actes translatifs et déclaratifs de) (Réfection du cadastre). — Proposition de loi de MM. Jean Bose, T. Steeg et François Milan relative à la transcription obligatoire des actes translatifs et déclaratifs de propriété immobilière et à la réfection et à la tenue à jour du cadastre par les notaires (N° 332, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 81. — Renvoi pour avis à la Commission des finances [2 décembre], p. 1874.

PROSCRITS DES TROIS DEPARTEMENTS RECOUVRES. — Voir LÉGION D'HONNEUR.

Q

QUESTION (Suppression des fumées industrielles). — M. Morizet déclare transformer en question l'interpellation qu'il avait déposée sur l'application de la loi relative à la suppression des fumées industrielles [21 novembre], p. 1863. — MM. André Morizet et Laurent-Eynac, *Ministre du Commerce et de l'Industrie* [5 décembre], p. 1881.

QUESTION PREALABLE. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission de l'enseignement, sur: 1° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à accorder aux étudiants âgés d'au moins vingt-sept ans, pourvus du brevet de capacité en droit, la possibilité de prendre, à titre temporaire et transitoire, avec dispense du baccalauréat de l'enseignement secondaire, dans les Facultés de l'Etat, des inscriptions régulières en vue de la licence en droit (N° 209, année 1932); 2° la proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assurer aux étudiants des Facultés libres les dispenses de droit d'examen maintenues ainsi que celles prévues par l'article 109 de la loi du 13 juillet 1925 (N° 543, année 1932) [12 décembre], p. 1907. — Vote de la question préalable, proposée par la Commission de l'hygiène, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'interdire la vente des objets dits « sucettes » (N° 187, année 1926) [14 décembre], p. 1934.

R

RECOMPENSES NATIONALES (Ministère de la Guerre). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 28 novembre 1932 modifiant, en ce qui concerne le Ministère de la Guerre, les dispositions de la loi du 13 juillet 1923 sur les récompenses nationales, modifiée par la loi du 21 juillet 1927, prorogée par celle du 5 juillet 1928 et modifiée à nouveau par la loi du 31 mars 1931 (N° 509, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 82. — Renvoi à la Commission des récompenses nationales, la Commission de l'armée, restant saisie pour avis [3 novembre], p. 1828. — M. Bergeon dépose, au nom de la Commission des récompenses nationales, le rapport n° 627 [2 décembre], p. 1874.

RECOURS EN CASSATION (Notification des). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la notification, à peine de nullité, des recours en cassation contre les jugements en dernier ressort rendus en matière criminelle, correctionnelle ou de police, N° 593. Voir Table 1927, p. 166. — M. Boivin-Champeaux dépose, au nom de la Commission de législation, le rapport n° 588 [7 novembre], p. 1836. — 1^{re} délibération. Discussion générale: MM. Boivin-Champeaux, *Rapporteur*, et Raynaldy, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Rejet de la proposition de loi [5 décembre], p. 1886.

RESOLUTIONS

1 — **Aide aux victimes des inondations d'octobre 1933 dans la Haute-Loire.** — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Edouard Néron et Martin-Binachen tendant à inviter le Gouvernement à demander dans le plus bref délai aux Chambres les crédits nécessaires pour venir en aide aux communes et aux habitants du département de la Haute-Loire qui ont été victimes des inondations d'octobre 1933. Renvoi à la Commission des finances, N° 578 [3 novembre], p. 1828.

2 — **Sénat (Nomination des Commissions générales).** — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Maurice Ordinaire tendant à compléter le septième alinéa de l'article 19 du règlement du Sénat (Nomination des commissions générales). Renvoi à la Commission du règlement du Sénat, N° 602 [21 novembre], p. 1860.

3 — **Commission des comptes définitifs.** — Proposition de résolution de M. Henry Chéron et de plusieurs de ses collègues tendant à transformer la Commission des comptes définitifs en Commission annuelle (N° 82, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 83. — M. Jules Hayaux dépose, au nom de la Commission spéciale, le rapport n° 626 [2 décembre], p. 1874. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Observations de M. Mauger, *Président de la Commission des comptes définitifs*. Adoption de l'article unique de la proposition de résolution [12 décembre], p. 1907.

4 — **Substitution d'une taxe unique à la taxe du chiffre d'affaires sur les produits finis.** — Proposition de résolution de MM. Edouard Néron et Jean Bose, ayant

pour objet d'inviter le Gouvernement à faire étudier et à présenter aux Chambres un projet de loi tendant à la substitution à la taxe sur le chiffre d'affaires d'une taxe unique sur les produits finis livrés à la consommation (N° 532, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 84. — M. Marcel Régner dépose le rapport n° 640 [7 décembre], p. 1896.

5 — **Réalisation des économies budgétaires.** — Proposition de résolution de MM. Cassez, Georges Ulmo et Raymond Martin tendant à réaliser des économies budgétaires par l'ajournement ou la suppression de certaines subventions (N° 57, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 83. — M. Marcel Régner dépose le rapport n° 641 [7 décembre], p. 1896.

6 — **Commission des départements libérés de l'invasion.** — Dépôt, par M. Lugol et plusieurs de ses collègues, d'une proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission de 27 membres chargés, en 1934, d'examiner les projets et propositions de loi relatifs aux départements libérés de l'invasion. Renvoi à la Commission du règlement du Sénat, N° 703 [23 décembre], p. 2097.

RESPONSABILITE DES PROPRIETAIRES DE NAVIRES. — Voir CONVENTIONS, 2.

REUNION (Ile de la). — Voir DÉCENTRALISATION ET DÉCONCENTRATION ET TRIBUNAUX MIXTES DE COMMERCE.

REZE (Commune de). — Voir NANTES.

RHIN (Navigation du). — Voir CONVENTIONS, 5.

RHUM (Antilles). — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Gouvernement à régler le marché de la consommation locale du rhum dans les colonies des Antilles. Renvoi à la Commission des finances, N° 718 [23 décembre], p. 2121. — M. Tournan dépose et lit le rapport n° 728. Demande de discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Adoption de l'article unique du projet de loi [23 décembre], p. 2134. — Promulgation: Loi du 23 décembre 1933 (*J. O.* du 29 décembre, p. 13619).

ROUX (Docteur), Directeur de l'Institut Pasteur. — M. le Président rend hommage à sa mémoire. Le Sénat adopte le projet de loi tendant à lui accorder des funérailles nationales [7 novembre], p. 1838.

VOIR FUNÉRAILLES NATIONALES.

S

SABOTS (Relèvement du droit de douane). — Voir DOUANES, 2.

SAPEURS-POMPIERS COMMUNAUX (Médaille d'honneur). — Voir MÉDAILLE D'HONNEUR.

SARRE (Bassin de la) (Echanges commerciaux). — Voir ARRANGEMENT ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE.

SAVOIE (HAUTE-) (Zones franches de la). — Voir INTERPELLATIONS, 11.

SENAT (Règlement définitif de l'Exercice 1932. Budget de l'Exercice 1934). — Dépôt, par M. René Héry, d'un rapport fait au nom de la Commission de comptabilité sur: 1° le projet de résolution portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses du Sénat, pour l'Exercice 1932; 2° le projet de résolution portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat, pour l'Exercice 1932; 3° le projet de résolution portant: 1° fixation du budget des recettes et des dépenses du Sénat, pour l'Exercice 1934; 2° évaluation des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat, pour l'Exercice 1934, N° 635 [5 décembre], p. 1880. — Adoption [21 décembre], p. 2064.

SENAT (Complément à l'article 19 du règlement du — Nomination des Commissions générales). — Voir **RÉSOLUTIONS**, 2.

SESSION EXTRAORDINAIRE. — M. le Président donne lecture du décret convoquant le Sénat et la Chambre des Députés en Session extraordinaire, N° 566 [17 octobre], p. 1796. — M. Raynaldy, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture du décret de clôture de la Session extraordinaire, N° 731 [23 décembre], p. 2137.

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS (Réglementation du droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des). — Projet de loi ayant pour objet la réglementation du droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des sociétés par actions. Voir **ACTIONS A VOTE PLURAL** (années 1930, 1931). — Promulgation: Loi du 13 novembre 1933 (*J. O.* du 15 novembre, p. 11494).

SOCIÉTÉS FAISANT APPEL A L'ÉPARGNE OU AU CRÉDIT (Responsabilités des directeurs et administrateurs). — Proposition de loi de M. Jules Delahaye sur les responsabilités des directeurs et administrateurs de sociétés faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit (N° 255, année 1932). Voir **Table de 1933** (Session ordinaire), p. 84. — M. Bender dépose l'avis de la Commission du commerce, N° 653 [12 décembre], p. 1906.

SOCIÉTÉS ANONYMES (Contrôle des actionnaires dans les). — Proposition de loi de M. Lesaché tendant à renforcer le contrôle des actionnaires dans les sociétés anonymes (N° 856, année 1931). Voir **Table de 1933** (Session ordinaire), p. 84. — M. Bender dépose l'avis de la Commission du commerce, N° 653 [12 décembre], p. 1906.

SOCIÉTÉS ANONYMES DONT LES TITRES FONT L'OBJET DE NÉGOCIATIONS PUBLIQUES (Commissaires aux comptes). — Proposition de loi de M. Lesaché et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la désignation des commissaires aux comptes dans les sociétés anonymes dont les titres font l'objet de négociations publiques (N° 361, année 1932). Voir **Table de 1933** (Session ordinaire), p. 59 (*Commissaires aux comptes*). — M. Bender dépose l'avis de la Commission du commerce, N° 653 [12 décembre], p. 1906.

SOCIÉTÉS ANONYMES (Pénalités contre les administrateurs de). — Proposition de loi de MM. Lesaché, Pol-Chevalier et Jean Bosc tendant à compléter l'article 45 de la loi du 24 juillet 1867 (Pénalités contre les administrateurs de sociétés anonymes)

(N° 83, année 1932). Voir **Table de 1933** (Session ordinaire), p. 84. — M. Bender dépose l'avis de la Commission du commerce, N° 653 [12 décembre], p. 1906.

SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ LIMITÉE. — Transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 9 de la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée. Renvoi à la Commission du commerce, N° 577 [3 novembre], p. 1828.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (Modification de la loi du 1^{er} avril 1898). — Dépôt d'une proposition de loi de M. Georges Faugère tendant à modifier la loi du 1^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels. Renvoi à la Commission de l'hygiène, N° 594 [14 novembre], p. 1842. — Renvoi, pour avis, à la Commission des finances [5 décembre], p. 1880.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (Modification de l'article 20 de la loi du 1^{er} avril 1898). — Proposition de loi de MM. Strauss, Cavillon et Manceau tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (N° 251, année 1930). — M. Even dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport N° 660 [14 décembre], p. 1953.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (Modification de l'article 20 de la loi du 1^{er} avril 1898). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la modification de l'article 20 de la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (N° 177, année 1931). — M. Even dépose, au nom de la Commission de l'hygiène, le rapport N° 660 [14 décembre], p. 1953.

SOISSONS (Service de l'emprunt de reconstitution de). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Ministre des Finances à pourvoir aux insuffisances des annuités remises en gage à ses prêteurs par la ville de Soissons pour le service de l'emprunt de reconstitution de 6 millions de dollars que cette ville a contracté en 1921 au Canada (N° 535, année 1932). — M. J.-P. Rambaud dépose, au nom de la Commission d'administration générale, le rapport N° 632 [2 décembre], p. 1875.

STATUT DU PERSONNEL DES CONCESSIONS DE GAZ ET D'ÉLECTRICITÉ (Haut-Rhin, Bas-Rhin et Moselle). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à étendre aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions de la loi du 28 juillet 1928 ayant pour objet l'insertion de clauses relatives au statut du personnel dans les cahiers des charges des concessions de gaz et d'électricité (N° 322, année 1933). Voir **Table de 1933** (Session ordinaire), p. 84. — 1^{re} délibération. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 novembre], p. 1836.

SUBVENTION DE L'ÉTAT AUX MANUFACTURES NATIONALES DE SEVRES, DES GOBELINS ET DE BEAUVAIS. — Voir **MANUFACTURES NATIONALES DE**.

« SUCETTES ». — Proposition de loi ayant pour objet d'interdire la vente des objets dits « sucettes », N° 187. Voir **Table de 1926**, p. 562. — Vote de la question préalable [14 décembre], p. 1934.

SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE A L'ÉCOLE PUBLIQUE. — Voir **INTERPELLATIONS**, 4.

T

TABACS (Répression de la contrebande des). — Voir **AGENTS DES DOUANES**.

TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES (Produits finis). — Voir **RÉSOLUTIONS**, 4.

TERRAINS EN MONTAGNE (Reboisement). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but de faciliter le reboisement des terrains en montagne (N° 523, années 1930 et 1932). — Promulgation: Loi du 6 janvier 1933 (*J. O.* du 8 janvier, p. 258).

THE (Modification des droits de douane). — Voir **DOUANES**, 4.

TISSUS (Admission temporaire des). — Voir **DOUANES**, 14.

TRAITE DE TRAVAIL ET D'ASSISTANCE ENTRE LA FRANCE ET L'ESPAGNE. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du traité de travail et d'assistance conclu entre la France et l'Espagne (N° 463, année 1933). Voir **Table de 1933** (Session ordinaire), p. 85. — M. Jourdain dépose, au nom de la Commission des Affaires étrangères, le rapport N° 621 [2 décembre], p. 1874. — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi [14 décembre], p. 1935. — Promulgation: Loi du 26 décembre 1933. (*J. O.* des 25, 26 et 27 décembre, p. 12870).

TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR MER. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux transports des marchandises par mer (N° 609, année 1931). Voir **Table de 1933** (Session ordinaire), p. 78 (*Marchandises*). — 1^{re} délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Veysière, *rapporteur*. Art. 1^{er} à 3: adoption. Art. 4. Amendement de M. Boivin-Champeaux: M. Boivin-Champeaux. Adoption. Adoption de l'article 4 modifié. Art. 5. Amendement de M. Rio: M. Rio. Adoption. Deuxième amendement de M. Rio: M. Veysière, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article 5 modifié. Art. 6 à 9: adoption. Art. 10: Amendement de M. Boivin-Champeaux: M. Boivin-Champeaux. Adoption. Adoption de l'article 10 modifié. Art. 11 et 12: adoption. Art. 13: Amendement de M. Boivin-Champeaux: M. Boivin-Champeaux. Retrait. Amendement de M. Rio: M. Rio. Adoption (devenant l'article 13). Adoption de l'ensemble du projet de loi [5 décembre], p. 1886.

TRAVAIL DE NUIT (Enfants et femmes). — Voir **CODE DU TRAVAIL**, 2.

TRIBUNAUX FRANÇAIS POUR LA NAVIGATION DU RHIN (Réduction du nombre des). — Voir **CONVENTIONS**, 5.

TRIBUNAUX DE COMMERCE (Election de membres). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, relative à l'élection de membres des tribunaux de commerce (N° 547, année 1932). — Promulgation: Loi du 14 janvier 1933. (*Journal officiel* du 24 janvier, p. 690).

TRIBUNAUX DE COMMERCE (Election de membres). — Proposition de loi de M. Albert Mahieu et de plusieurs de ses col-

lègues tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 14 janvier 1933 relative à l'élection de membres des tribunaux de commerce (N° 188, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 85. — M. Caillier dépose au nom de la Commission du commerce, le rapport n° 654 [12 décembre], p. 1918.

TRIBUNAUX MIXTES DE COMMERCE AUX ANTILLES ET A LA REUNION. — Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 26 avril 1928 instituant des tribunaux mixtes de commerce aux Antilles et à la Réunion. Renvoi à la Commission des colonies N° 651 [12 décembre], p. 1906.

TRIPTYQUE (Régime du). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la consécration légale du régime du triptyque (N° 502, année 1933). Voir Table de 1933 (Session ordinaire), p. 85. — M. Edouard Néron dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport n° 583 [3 novembre], p. 1829. — 1^{re} déclaration. La Commission des finances demande le renvoi pour avis. M. Marcel Régnier dépose l'avis de la Commission des finances n° 605. Déclaration de l'urgence. Discussion générale: M. Edouard Néron, *rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [21 novembre], p. 1861.

TUBERCULEUX (Départements recouverts). — Voir ASSISTANCE MÉDICALE GRATUITE.

V

VOIES FERREES D'INTERET LOCAL. — Voir CHEMINS DE FER.

VOIES DE RECOURS. — Voir JUSTICIA-BLES.

VOIRIE (Ressources permettant aux communes d'entretenir leurs chemins vicinaux et ruraux). — Voir COMMUNES.

VOTE ET ELIGIBILITE DES FEMMES. — Voir FEMMES.

W

WAGONS-POSTE. — COLIS POSTAUX. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger jusqu'au 30 juin 1933 la convention du 19 janvier 1925 et l'avenant du 12 janvier 1927 passés entre le Ministre des Travaux publics et du Commerce et les grands réseaux de chemins de fer, pour assurer la circulation des wagons-poste et régler les conditions et délais de transport des colis postaux (N° 861, année 1932). Promulgation: Loi du 20 janvier 1933 (*J. O.* du 22 janvier, p. 642).

Z

ZONES FRANCHES DE LA HAUTE-SAVOIE ET DU PAYS DE GEX (Rétablissement des).

— Dépôt d'un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation de l'organisation douanière et fiscale des territoires français visés par l'arrêt de la cour permanente de justice internationale du 7 juin 1932. Renvoi à la Commission des douanes et, pour avis, à la Commission des finances et à la Commission des affaires étrangères, N° 699 [23 décembre], p. 2086. — M. Albert Fouilloux dépose, au nom de la Commission des douanes, le rapport n° 700 [23 décembre], p. 2086. — Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport ci-dessus. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate ordonnée. Communication de décrets désignant des Commissaires du Gouvernement. M. Fouilloux, *Rapporteur*. Avis de la Commission des finances, par M. Henry Bérenger, N° 713. Avis de la Commission des affaires étrangères, par M. Marcel Plaisant, N° 714. Discussion générale: MM. Charles Dumont et Paul-Boncour, *Ministre des Affaires étrangères*. Adoption des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [23 décembre], p. 2113. — Promulgation: Loi du 27 décembre 1933 (*J. O.* du 29 décembre, p. 13016).

— Voir INTERPELLATIONS, 1, 11.